



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA



# DÉPENSES ET ACTIVITÉS DES COMITÉS

DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015

## RAPPORT DU COMITÉ DE LIAISON

LE PRÉSIDENT  
DEAN ALLISON, DÉPUTÉ

## 41<sup>e</sup> LÉGISLATURE, DEUXIÈME SESSION

JUIN 2015

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

## **PERMISSION DU PRÉSIDENT**

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

# COMITÉ DE LIAISON

## PRÉSIDENT

Dean Allison

## VICE-PRÉSIDENT

David Christopherson

## MEMBRES

Harold Albrecht	Ben Lobb
Leon Benoit	Pat Martin
Gordon Brown	Phil McColeman
Chris Charlton	Larry Miller
L'hon. Michael D. Chong	Joe Preston
Pierre-Luc Dusseault	James Rajotte
Royal Galipeau	Blake Richards
Richard M. Harris	Bev Shipley
Randy Hoback	David Sweet
L'hon. Peter Kent	David Tilson
Daryl Kramp	Mike Wallace
Hélène LeBlanc	Rodney Weston

## GREFFIER DU COMITÉ

Ian McDonald

## BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Service d'information et de recherche parlementaires

Kristen Douglas

# **COMITÉ DE LIAISON**

a l'honneur de présenter son

## **SIXIÈME RAPPORT**

Conformément à l'article 107(3) du Règlement, le Comité a convenu de faire rapport de ce qui suit :

# TABLE DES MATIÈRES

---

INTRODUCTION -----	1
<b>COMITÉS PERMANENTS</b>	
COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD (AANO)-----	2
COMITÉ PERMANENT DE L'ACCÈS À L'INFORMATION, DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE L'ÉTHIQUE (ETHI)-----	4
COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE (AGRI) -----	5
COMITÉ PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN (CHPC) -----	7
COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (CIMM)-----	9
COMITÉ PERMANENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ENVI) -----	11
COMITÉ PERMANENT DES FINANCES (FINA) -----	13
COMITÉ PERMANENT DES PÊCHES ET DES OCÉANS (FOPO)-----	15
COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FAAE) -----	17
COMITÉ PERMANENT DES OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (OGGO)-----	20
COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ (HESA) -----	22
COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES (HUMA)-----	24
COMITÉ PERMANENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE (INDU) -----	26
COMITÉ PERMANENT DU COMMERCE INTERNATIONAL (CIIT)-----	28
COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE (JUST)-----	30
COMITÉ PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE (NDDN)-----	32
COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES NATURELLES (RNNR) -----	34
COMITÉ PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES (LANG)-----	36
COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE (PROC)-----	38
COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS (PACP)-----	41
COMITÉ PERMANENT DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE (SECU)-----	43
COMITÉ PERMANENT DE LA CONDITION FÉMININE (FEWO) -----	45
COMITÉ PERMANENT DES TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS (TRAN)-----	47
COMITÉ PERMANENT DES ANCIENS COMBATTANTS (ACVA) -----	49
COMITÉ DE LIAISON (LIAI) -----	50
<b>COMITÉS MIXTES PERMANENTS</b>	
COMITÉ MIXTE DE LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT (BILI)-----	52
COMITÉ MIXTE PERMANENT DE L'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION (REGS)-----	53
<b>SOMMAIRE DES ACTIVITÉS ET DÉPENSES DES COMITÉS</b>	
SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR COMITÉ (1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015) -----	54
SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS (1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015)-----	58
SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS (1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015) -----	60

## SOMMAIRE DES ACTIVITÉS ET DÉPENSES DES COMITÉS POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES FINANCIERS

RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES -----	61
RAPPORTS DE COMITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES -----	62
RÉUNIONS DES COMITÉS PAR TYPE D'ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES -----	63
RAPPORTS DE COMITÉ PAR TYPE D'ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES -----	64
ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES -----	65
DÉPENSES DE TOUS LES TYPES DE COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES -----	66

## INTRODUCTION

L'une des principales responsabilités du Comité de liaison est de répartir le budget que lui alloue le Bureau de régie interne (BRI) pour la poursuite des activités des comités permanents. Au nombre de ces activités, mentionnons l'examen approfondi de sujets choisis, examen que la Chambre des communes ne peut pas faire, les comités pouvant faire rapport des conclusions qu'ils tirent de leurs examens, y compris de leurs recommandations, à la Chambre. Les études de comités portent sur quatre grands domaines : le Budget des dépenses, les projets de loi, les nominations par décret et d'autres sujets particuliers précis. Aux fins de ces études, les comités peuvent choisir de recevoir des témoins à Ottawa ou de se déplacer.

Ces dernières années, le Comité de liaison a entrepris de mettre à jour les pratiques et les politiques administratives sur le financement qui régissent les activités des comités permanents. En juin 2013, les membres du Comité de liaison ont approuvé la mise en œuvre des meilleures pratiques de gestion pour s'assurer que les budgets et les dépenses des comités permanents répondent aux attentes en matière de qualité des biens et des services reçus.

Le présent rapport donne aux députés et au grand public une bonne idée des activités des comités et de leurs dépenses approuvées par les membres de comités. Cette information complète les renseignements à jour remis chaque mois aux présidents de comités. En outre, le rapport fournit des données générales concernant le nombre de réunions, d'heures de réunion, de rapports et de témoins. Le Comité de liaison a l'intention de continuer à présenter ces rapports trois fois par exercice, c'est-à-dire un pour chacune des périodes suivantes : du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin; du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre; du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars.

Dans certains cas, il peut y avoir des écarts mineurs entre les dépenses figurant au présent rapport et celles d'un rapport précédent pour le même exercice. Ces écarts peuvent être attribuables à de nombreuses raisons. Dans certains cas, même si le déplacement a eu lieu ou que l'étude est terminée, des factures peuvent être reçues après la production du rapport et, par conséquent, elles figurent seulement dans le rapport suivant. Cependant, l'exercice 2014-2015 étant clos, les dépenses figurant dans ce rapport représentent le montant total pour l'exercice. Dans d'autres cas, comme l'autorise le Comité de liaison, un comité peut avoir utilisé son budget de fonctionnement pour financer provisoirement une étude en attendant l'approbation du budget. Une fois l'approbation obtenue, les dépenses ont alors été transférées du budget de fonctionnement au budget de l'étude. Dans ces derniers cas, les dépenses demeurent les mêmes, mais elles sont imputées à un autre budget.

Le présent rapport couvre la période du 1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015. Durant cette période, 899 réunions de comités ont eu lieu, 3 111 témoins ont été entendus et 155 rapports ont été présentés à la Chambre. De plus, étant donné que le présent rapport couvre l'exercice complet, certains renseignements supplémentaires sont inclus afin de faciliter les comparaisons entre les exercices. Auparavant, des renseignements similaires étaient présentés dans le *Rapport annuel sur les activités et les dépenses des comités* déposé à la Chambre par le Président de la Chambre des communes au nom du BRI. Il est possible de consulter ces rapports dans le site Web parlementaire.

Pour tout autre renseignement, veuillez communiquer avec le Comité de liaison, à [LIAI@parl.gc.ca](mailto:LIAI@parl.gc.ca).

## COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD (AANO)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a complété son examen du projet de loi C-25, Loi concernant le Décret constituant la bande appelée Première Nation Qalipu Mi'kmaq. Il a aussi réalisé une étude sur les *Testaments et successions*, qui a débouché sur le dépôt de son sixième rapport à la Chambre, le 30 mai. Le Comité a également examiné le Budget principal des dépenses 2014-2015, ainsi que le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015. Par ailleurs, le Comité a entendu des témoins dans le cadre de son étude sur *l'Accès aux capitaux*.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a poursuivi son étude de *l'Accès aux capitaux*, dans le cadre de laquelle il a entendu les témoignages de fonctionnaires du ministère des Affaires autochtones et du Développement du Nord, ainsi que de représentants des institutions financières des Premières Nations. Par ailleurs, le Comité a amorcé l'examen du projet de loi S-6 : Loi sur l'amélioration de la réglementation au Yukon et au Nunavut, dans le cadre duquel il a entendu une série de témoins et tenu trois réunions publiques, dont l'une à Whitehorse (Yukon). Le 19 février, Blake Richards a été élu à la présidence du Comité.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Blake Richards (président), Niki Ashton (vice-présidente), Carolyn Bennett (vice-présidente), John Barlow, Rob Clarke, Earl Dreeshen, Jonathan Genest-Jourdain, Carol Hughes, Kyle Seeback, Mark Strahl

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	DÉPLACEMENT	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	1 994	-	1 994
Objet du projet de loi C-15	1 144	-	79	-	1 223
Projet de loi C-25	3 933	-	-	-	3 933
Objet des testaments et successions	-	-	158	-	158
Accès aux capitaux	4 551	-	165	-	4 716
Projet de loi S-6	4 627	-	86	-	4 713
Objet du projet de loi S-6	-	-	-	57 636	57 636
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>14 255</b>	<b>-</b>	<b>2 481</b>	<b>57 636</b>	<b>74 372</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

**COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD (AANO)  
(SUITE)**

**RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)**

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (AANO)	19	2	-	1	24h39m	77	4
Sous-comité du programme et de la procédure (SAAN) <sup>4</sup>	4	-	-	-	0h45m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>25h24m</b>	<b>77</b>	<b>4</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DE L'ACCÈS À L'INFORMATION, DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE L'ÉTHIQUE (ETHI)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a commencé son étude sur le *Problème grandissant du vol d'identité et ses répercussions économiques*. Le Comité s'est aussi penché sur le Budget principal des dépenses 2014-2015, et il a terminé son examen du projet de loi C-520, Loi visant à soutenir l'impartialité politique des agents du Parlement. Ce projet de loi a été renvoyé à la Chambre le 26 mai avec des amendements. Le Comité a ensuite examiné les certificats de nomination de Daniel Therrien, candidat proposé au poste de commissaire à la protection de la vie privée du Canada, et de Mary Dawson, candidate proposée au poste de commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 28 novembre.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a poursuivi son étude du *Problème grandissant du vol d'identité et ses répercussions économiques*, a planifié des réunions publiques additionnelles et a donné des directives au personnel concernant la rédaction d'un rapport à la Chambre. Le 2 février, Pat Martin a démissionné de son poste à la présidence; son remplaçant, Pierre-Luc Dusseault, a été élu le 4 février.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Pierre-Luc Dusseault (président), Patricia Davidson (vice-présidente), Scott Simms (vice-président), Charlie Angus, Charmaine Borg, Ray Boughen, Paul Calandra, Larry Maguire, Tilly O'Neill Gordon, Bob Zimmer

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	3 494	3 494
Problème grandissant du vol d'identité et ses répercussions économiques	12,648	2,442	1,122	16,212
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>12 648</b>	<b>2 442</b>	<b>4 616</b>	<b>19 707</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (ETHI)	19	6	2	-	23h50m	55	6
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>23h50m</b>	<b>55</b>	<b>6</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

## COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE (AGRI)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a repris l'examen du projet de loi C-30, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les transports au Canada et prévoyant d'autres mesures. Après avoir entendu 20 témoins lors de trois réunions, le Comité en a fait rapport à la Chambre le 8 avril. À la suite de l'ordre adopté par la Chambre le 1<sup>er</sup> mai renvoyant au Comité le projet de loi avec instruction d'y ajouter une nouvelle disposition prévoyant que l'Office des transports du Canada peut ordonner à une entreprise d'indemniser quiconque n'a pas reçu d'elle les services attendus, le Comité a de nouveau étudié le projet de loi C-30 et en a de nouveau fait rapport à la Chambre le 5 mai. Le Comité a de plus entrepris une étude sur *l'Innovation et la compétitivité* pour laquelle il a tenu six réunions. Également, le Comité a entrepris une étude sur la *Chaîne d'approvisionnement du secteur de la vente au détail et la prévention du gaspillage alimentaire* et a tenu deux réunions sur le sujet. Finalement, le Comité a étudié certains crédits du Budget principal des dépenses 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 29 mai.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a entrepris l'examen du projet de loi C-18, Loi modifiant certaines lois en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et en a fait rapport à la Chambre le 5 novembre avec amendements. Le Comité a également étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 1<sup>er</sup> décembre. Finalement, à la suite de l'ordre adopté par la Chambre le 19 novembre renvoyant au Comité son premier rapport sur l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, le Comité en a entrepris l'examen pendant trois réunions et a présenté son septième rapport à la Chambre le 9 décembre.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a entrepris une étude visant à *Promouvoir le commerce intérieur des produits agricoles et agroalimentaires en réduisant les barrières interprovinciales*. Au 31 mars, le Comité avait tenu sept réunions sur le sujet et entendu 19 témoins. De plus, le Comité a tenu une *Séance d'information avec des membres de la Table pancanadienne de la relève agricole* le 26 février.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Bev Shipley (président), Malcolm Allen (vice-président), Mark Eyking (vice-président), Ruth Ellen Brosseau, Earl Dreeshen, Gerald Keddy, Larry Maguire, LaVar Payne, Francine Raynault, Bob Zimmer

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	2 154	2 154
Projet de loi C-30	972	3 463	1 816	6 251
Innovation et Compétitivité	2 530	3 358	473	6 361
Chaîne d'approvisionnement du secteur de la vente au détail et la prévention du gaspillage alimentaire	-	1 516	315	1 832
Projet de loi C-18	4 776	6 304	1 186	12 266
Ordre de la Chambre renvoyant le premier rapport du Comité	609	1 568	1 078	3 255
Promouvoir le commerce intérieur des produits agricoles et agroalimentaires en réduisant les barrières interprovinciales	-	2 639	301	2 939
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>8 886</b>	<b>18 849</b>	<b>7 323</b>	<b>35 058</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE (AGRI) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (AGRI)	37	-	22	-	58h02m	182	6
Sous-comité du programme et de la procédure (SAGR) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>37</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>58h02m</b>	<b>182</b>	<b>6</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN (CHPC)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a poursuivi son *Examen de l'industrie canadienne de la musique*. Durant cette période, il a entendu 61 témoins additionnels avant de produire son cinquième rapport qu'il a déposé à la Chambre le 12 juin. Par ailleurs, le Comité a examiné le Budget principal des dépenses 2014-2015 et déposé son quatrième rapport à la Chambre le 28 mai.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité s'est réuni pour étudier le projet de loi S-213, Loi instituant la Journée Lincoln Alexander, et en a fait rapport à la Chambre le 23 octobre sans amendement. Il s'est aussi penché sur le projet de loi S-211, Loi sur la Journée nationale de la santé et de la condition physique, et en a fait rapport à la Chambre le 1<sup>er</sup> décembre sans amendement. En outre, il a étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a tenu quatre réunions dans le cadre de l'*Examen de l'industrie canadienne du long métrage*. Le Comité s'est également penché sur le projet de loi S-218 : Loi instituant la Journée nationale du violon traditionnel et a fait rapport du projet de loi à la Chambre sans amendement le 18 février. Enfin, le Comité a commencé l'étude du projet de loi C-597, Loi modifiant la Loi instituant des jours de fête légale (jour du Souvenir).

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Gordon Brown (président), Pierre Nantel (vice-président), Stéphane Dion (vice-président), Rick Dykstra, Jim Hillyer, Rathika Sitsabaiesan, Kennedy Stewart, John Weston, Terence Young, David Yurdiga

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	3 408	3 408
Examen de l'industrie canadienne de la musique	17 436	3 068	-	20 504
Projet de loi S-218	96	450	61	607
Examen de l'industrie canadienne du long métrage	4 520	909	183	5 611
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>22 052</b>	<b>4 427</b>	<b>3 652</b>	<b>30 131</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN (CHPC) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (CHPC)	23	3	9	-	37h55m	103	7
Sous-comité du programme et de la procédure (SCHP) <sup>4</sup>	1	-	-	-	0h47m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>38h42m</b>	<b>103</b>	<b>7</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (CIMM)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a tenu six réunions pour son étude sur le *Renforcement de la protection des femmes dans notre système d'immigration*. Le Comité a consacré six réunions à l'étude de l'Objet du projet de loi C-24, *Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté et d'autres lois en conséquence*. Après que ce projet de loi eut été officiellement renvoyé au Comité, ce dernier a pu procéder directement à son étude article par article, pendant deux réunions, avant d'en faire rapport à la Chambre, le 4 juin. Le Comité a également fait une étude sur l'Objet du Budget principal des dépenses 2014-2015.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité s'est réuni à deux reprises pour examiner l'Objet des articles 172, 173 (*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*), 183 et 184 (*Loi sur les fonds renouvelables*) du projet de loi C-43, *Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures*. Il a aussi mené une étude sur l'Objet du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a terminé l'étude sur le *Renforcement de la protection des femmes dans notre système d'immigration* et a présenté son quatrième rapport à la Chambre le 25 février. De plus, le Comité a entrepris une étude sur la *Promotion de la prospérité économique au moyen des services d'intégration*, dans le cadre de laquelle il a tenu quatre réunions. Le Comité s'est également penché sur le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015. Enfin, il a commencé l'examen du projet de loi S-7 : *Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, la Loi sur le mariage civil, le Code criminel et d'autres lois en conséquence*.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

David Tilson (président), Lysane Blanchette-Lamothe (vice-présidente), John McCallum (vice-président), Jay Aspen, Jim Eglinski, Chungsen Leung, Irene Mathysen, Costas Menegakis, Jasbir Sandhu, Devinder Shory

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	492	492
Renforcer la protection des femmes dans notre système d'immigration	12 498	1 455	365	14 317
Objet du projet de loi C-24	12 670	2 346	466	15 481
Objet des articles 172, 173 (Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces), 183 et 184 (Loi sur les fonds renouvelables) du projet de loi C-43	1 150	200	-	1 350
La promotion de la prospérité économique au moyen des services d'intégration	5 110	-	224	5 333
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>31 427</b>	<b>4 001</b>	<b>1 546</b>	<b>36 974</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION (CIMM) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (CIMM)	25	14	10	-	46h04m	118	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SCIM) <sup>4</sup>	5	-	-	-	1h46m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>47h50m</b>	<b>118</b>	<b>2</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ENVI)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a conclu son étude sur la *Qualité de l'eau dans le bassin des Grands Lacs* et déposé son troisième rapport à la Chambre le 2 juin. Le Comité a également commencé à entendre des témoins dans le cadre de son étude sur la *Gestion des déchets solides municipaux et industriels*. Par ailleurs, le Comité a examiné le Budget principal des dépenses 2014-2015.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a poursuivi son étude de la *Gestion des déchets solides municipaux et industriels*. Il a étudié le projet de loi C-40, Loi concernant le parc urbain national de la Rouge, et en a fait rapport à la Chambre sans amendement le 6 novembre. Le Comité a également étudié le projet de loi S-5, Loi sur les parcs nationaux du Canada (réserve à vocation de parc national Nâáts'ihch'oh du Canada), et en a fait rapport à la Chambre sans amendement le 20 novembre. De plus, le Comité a examiné le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 27 novembre. Il s'est aussi penché sur la *nomination par décret de Michael Martin au poste de sous-ministre de l'Environnement*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a terminé son étude sur la *Gestion des déchets solides municipaux et industriels* et a présenté son huitième rapport à la Chambre le 25 février. Il a également amorcé une étude sur la *Chasse et le piégeage avec permis au Canada*.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Harold Albrecht (président), Megan Anissa Leslie (vice-présidente), John McKay (vice-président), Stella Ambler, Denis Bevington, Colin Carrie, François Choquette, Robert Sopuck, Lawrence Toet, Stephen Woodworth

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	624	624
Qualité de l'eau dans le bassin des Grands Lacs	5 308	425	365	6 098
Gestion des déchets solides municipaux et industriels	1 295	3 633	372	5 301
Projet de loi C-40	3 101	-	172	3 273
La chasse et le piégeage avec permis au Canada	85	3 422	360	3 867
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>9 789</b>	<b>7 480</b>	<b>1 893</b>	<b>19 163</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ENVI) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (ENVI)	32	1	10	-	48h10m	104	6
Sous-comité du programme et de la procédure (SENV) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>48h10m</b>	<b>104</b>	<b>6</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DES FINANCES (FINA)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a étudié le projet de loi C-31, Loi n°1 sur le plan d'action économique de 2014 et en a fait rapport le 30 mai, avec amendements. Il a complété son étude sur *l'Emploi chez les jeunes au Canada* et a déposé son sixième rapport à la Chambre le 12 juin. Le Comité a également étudié les crédits de l'Agence canadienne du revenu prévus au Budget principal des dépenses 2014-2015. Il a entendu le gouverneur de la Banque du Canada sur son dernier *Rapport sur la politique monétaire*, ainsi que le directeur parlementaire du budget sur les *Perspectives économiques et financières*. Le 6 juin, le Comité a publié un communiqué de presse, amorçant la partie publique de ses consultations prébudgétaires, par lequel il invite les Canadiens à lui soumettre leurs avis et recommandations sur le contenu du prochain budget fédéral.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a tenu ses consultations prébudgétaires. Ces consultations se sont effectuées en deux temps. D'abord, du 6 juin au 6 août, pendant la période des consultations ouvertes à tous les Canadiens, 421 mémoires ont été déposés auprès du Comité. Ensuite, en septembre et octobre, le Comité a entendu 108 témoins sur six thèmes prédéfinis. Le 10 décembre, le Comité en a présenté les résultats dans son huitième rapport intitulé *Vers la prospérité : des priorités budgétaires fédérales pour les gens, les affaires et les communautés*. Le Comité a aussi étudié le projet de loi C-43, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures et a présenté son septième rapport à la Chambre le 27 novembre avec amendements. Le Comité a entendu le gouverneur de la Banque du Canada sur son *Rapport sur la politique monétaire*, le directeur parlementaire du budget sur les *Perspectives économiques et financières* et s'est penché sur *l'Objet du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a consacré quatre réunions à son étude sur le *Centre canadien d'échange du renminbi*. Il a aussi convoqué trois réunions et entendu 15 témoins sur *l'Impact des bas prix du pétrole sur l'économie canadienne*. Finalement, il a amorcé une étude sur le *Financement du terrorisme au Canada et à l'étranger*, pour laquelle il a tenu trois réunions.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

James Rajotte (président), Nathan Cullen (vice-président), Scott Brison (vice-président), Mark Adler, Joyce Bateman, Ron Cannan, Raymond Côté, Pierre Dionne Labelle, Andrew Saxton, Dave Van Kesteren

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	322	1 588	2 259	4 170
Emploi chez les jeunes au Canada	10 567	-	801	11 368
Projet de loi C-31	10 842	1 178	2 734	14 754
Consultations prébudgétaires 2014	33 995	-	6 499	40 494
Projet de loi C-43	6 996	2 610	1 997	11 603
Centre canadien d'échange du renminbi	1 840	1 273	224	3 336
Impact des bas prix du pétrole sur l'économie canadienne	3 908	1 202	445	5 555
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>68 471</b>	<b>7 851</b>	<b>14 959</b>	<b>91 281</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DES FINANCES (FINA) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (FINA)	49	29	11	-	113h26m	442	5
Sous-comité du programme et de la procédure (SFIN) <sup>4</sup>	6	-	-	-	3h31m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>55</b>	<b>29</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>116h57m</b>	<b>442</b>	<b>5</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DES PÊCHES ET DES OCÉANS (FOPO)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a tenu plusieurs réunions, dont deux ont porté sur *l'Interdiction de l'Union européenne d'importer des produits provenant du phoque*. Le Comité a également consacré quatre réunions à l'étude de *l'Évolution des conditions océaniques ou d'autres facteurs au large de Terre-Neuve-et-Labrador qui ont eu une incidence sur la fluctuation des stocks de crevettes nordiques et d'autres espèces*. En outre, le Comité a entrepris une étude sur *l'Utilisation de l'écocertification pour la pêche d'espèces sauvages et de l'aquaculture* et commencé son examen du projet de loi C-555, Loi concernant le Règlement sur les mammifères marins (permis d'observation pour la pêche du phoque).

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité s'est réuni pour considérer la demande de trois membres souhaitant entreprendre une étude sur les tests géotechniques à Gros-Cacouna, au Québec. Il a aussi examiné le projet de loi C-555, Loi concernant le Règlement sur les mammifères marins (permis d'observation pour la pêche du phoque) et a présenté son premier rapport à la Chambre le 26 novembre sans amendement. Le Comité s'est de plus penché sur *l'Objet du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 sous la rubrique PÊCHES ET OCÉANS et autres sujets*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a tenu trois réunions sur le projet de loi S-3 : Loi modifiant la Loi sur la protection des pêches côtières. Le Comité a également amorcé une étude sur la *Pêche récréative au Canada*.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Rodney Weston (président), Robert Chisholm (vice-président), Lawrence MacAulay (vice-président), Ryan Cleary, Patricia Davidson, Randy Kamp, François Lapointe, Ryan Leef, Robert Sopuck, John Weston

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	1 375	1 375
Évolution des conditions océaniques ou d'autres facteurs au large de Terre-Neuve-et-Labrador qui ont eu une incidence sur la fluctuation des stocks de crevettes nordiques et d'autres espèces	11 053	-	86	11 139
Projet de loi C-555	2 638	-	129	2 767
Projet de loi S-3	679	-	479	1 158
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>14 370</b>	<b>-</b>	<b>2 068</b>	<b>16 438</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DES PÊCHES ET DES OCÉANS (FOPO) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (FOPO)	24	-	-	-	30h38m	55	1
Sous-comité du programme et de la procédure (SFOP) <sup>4</sup>	2	-	-	-	1h05m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31h43m</b>	<b>55</b>	<b>1</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FAAE)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a poursuivi ses études sur la *Situation en Ukraine* et sur la *Situation en Syrie*. Après son étude sur la *Situation en Syrie*, le Comité a déposé son cinquième rapport à la Chambre le 16 mai. En outre, le Comité a repris son étude sur les *Pratiques des entreprises qui fabriquent des produits dans des pays en développement pour les consommateurs canadiens ou qui les vendent au Canada* afin de tenir compte des mises à jour sur la question fournies par divers intervenants. De plus, le Comité a examiné le Budget principal des dépenses 2014-2015 et présenté son sixième rapport à la Chambre le 30 mai. Enfin, le Comité a entrepris une étude sur la *Protection des enfants et des jeunes dans les pays en développement* avec l'intention de rendre compte de ses conclusions à la Chambre à l'automne.

Le Sous-comité des droits internationaux de la personne (SDIR) a fait une étude sur la *Violence sexuelle et les persécutions à l'encontre des minorités religieuses dans le conflit syrien* et a adopté une déclaration concernant ses conclusions. De plus, le Sous-comité a recueilli plusieurs mises à jour de témoins au sujet des différentes situations relatives aux droits de la personne dont il a suivi l'évolution, à savoir : le *Cas de Sergei Magnitsky*, la *Situation dans le camp d'Ashraf*, la *Situation des droits de la personne au Honduras* et la *Situation des droits de la personne en Érythrée*. Les membres du Sous-comité ont entendu un exposé sur la *Situation des droits de la personne au Vietnam* et organisé un événement appelé « Semaine de la responsabilisation de l'Iran ». Le Sous-comité a également recueilli les témoignages d'experts sur l'état actuel et l'évolution de la situation en Iran. Enfin, le Sous-comité a entrepris une étude sur les *Droits des femmes en Afghanistan*.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a tenu une séance d'information sur le *Déploiement de membres des Forces armées canadiennes en Iraq* et a entendu les ministres des Affaires étrangères et de la Défense nationale. Il a aussi poursuivi son étude sur la *Protection des enfants et des jeunes dans les pays en développement* et a tenu une séance d'information sur la *Liberté de religion au Nigeria*. À la fin novembre, le Comité a amorcé une étude de la *Réaction du Canada face à la violence, aux persécutions religieuses et aux bouleversements perpétrés en Iraq, en Syrie et dans la région par l'État islamique en Iraq et au Levant (EILL)*.

Le Sous-comité des droits internationaux de la personne s'est réuni à plusieurs reprises et a publié des déclarations sur les thèmes suivants : *Prélèvement forcé et le trafic d'organes humains; Situation des droits de la personne en Iran; Détention arbitraire et opposition politique au Venezuela; Défis auxquels sont confrontés les réfugiés nord-coréens*. En outre, il a poursuivi son étude sur la *Situation des droits de la personne au Honduras* et en a entrepris une autre sur les *Conséquences du génocide rwandais : Étude du problème des enfants nés de viols*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a poursuivi son étude de la *Réaction du Canada face à la violence, aux persécutions religieuses et aux bouleversements perpétrés en Iraq, en Syrie et dans la région par l'État islamique en Iraq et au Levant (EILL)*. Cinq autres réunions publiques ont eu lieu; l'une d'elles consistait en une séance d'information sur la réponse du Canada à l'EILL, tenue conjointement avec le Comité permanent de la défense nationale le 29 janvier. Le 24 mars, le Comité a adopté son huitième rapport, un rapport de fond sur cette étude qui a été présenté à la Chambre le 30 mars.

De plus, le Comité a poursuivi son étude sur la *Protection des enfants et des jeunes dans les pays en développement*, s'est rencontré informellement avec des membres de délégations parlementaires de Turquie et de Roumanie, a tenu une *Séance d'information sur le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme*; enfin, le 30 mars, il a présenté son septième rapport à la Chambre, produit par son Sous-comité des droits internationaux de la personne, sur la situation des droits de la personne au Honduras.

Pour sa part, le Sous-comité a tenu des réunions et a publié des déclarations sur les dossiers suivants : la *Détention arbitraire et l'opposition politique au Venezuela*; la *Situation des droits de la personne au Soudan*; le *Programme Inter Pares en Birmanie*; la *Situation des droits de la personne en Érythrée*; et l'*Évolution de la situation des minorités religieuses au Bangladesh*. Enfin, le Sous-comité a commencé l'examen d'un rapport sur les *Conséquences du génocide rwandais : Étude du problème des enfants nés de viols*.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Dean Allison (président), Paul Dewar (vice-président), Marc Garneau (vice-président), Lois Brown, Peter Goldring, Laurie Hawn, Hélène Laverdière, Romeo Saganash, Gary Ralph Schellenberger, Bernard Trottier

## COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FAAE) (SUITE)

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
FAAE – Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	159	433	2 215	2 806
SDIR – Budget opérationnel général	728	160	1 901	2 789
Séance d'information sur la situation en Syrie	-	-	754	754
SDIR - Situation des droits de la personne au Honduras	-	811	1 121	1 933
Situation en Ukraine	2 567	1 529	103	4 199
SDIR - Situation des droits de la personne en Iran	8 266	829	617	9 712
Protection des enfants et des jeunes dans les pays en développement	5 347	2 808	1 177	9 331
SDIR-Droits des femmes en Afghanistan	-	396	160	556
SDIR-Situation des droits de la personne en Érythrée	-	-	437	437
SDIR-Persécutions des minorités religieuses en Irak par l'EIIL/Daesh	-	-	193	193
SDIR-Défis auxquels sont confrontés les réfugiés nord-coréens	645	-	225	870
SDIR-Prélèvement forcé et le trafic d'organes humains	-	-	193	193
SDIR-Conséquences de la crise rwandaise	502	976	321	1 799
SDIR-Situation des droits de la personne en Corée du Nord	-	-	1 237	1 237
SDIR-Détention arbitraire et opposition politique au Venezuela	3 269	-	191	3 460
SDIR-Situation des droits de la personne au Vietnam	1 555	-	200	1 754
SDIR-Violence sexuelle et persécution à l'encontre des minorités religieuses dans le conflit syrien	163	-	160	323
Réaction du Canada face à la violence, aux persécutions religieuses et aux bouleversements perpétrés en Iraq, en Syrie et dans la région par l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL)	3 213	3 747	1 714	8 674
Séance d'information sur la liberté de religion au Nigeria	-	208	52	260
SDIR-Évolution de la situation des minorités religieuses au Bangladesh	659	-	130	789
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>27 072</b>	<b>11 897</b>	<b>13 099</b>	<b>52 067</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (FAAE) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (FAAE)	32	4	13	2	47h44m	104	5
Sous-comité des droits internationaux de la personne (SDIR) <sup>4</sup>	43	27	6	-	40h21m	59	-
Sous-comité du programme et de la procédure (SFAA) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>75</b>	<b>31</b>	<b>19</b>	<b>2</b>	<b>88h05m</b>	<b>163</b>	<b>5</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DES OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (OGGO)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité s'est penché sur deux documents budgétaires : le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015 et le Budget principal des dépenses 2014-2015. Il a aussi reçu le témoignage des représentants du Bureau du Conseil privé sur leur rapport relatif aux *Plans et priorités pour 2014-2015*, de même que sur le *Rapport du Greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet au premier ministre sur la fonction publique du Canada*. Le Comité a poursuivi une étude sur les *Pratiques du gouvernement concernant les données ouvertes* et en a fait rapport à la Chambre le 12 juin. Finalement, il a entrepris une étude sur les *Programmes et activités de l'Office des normes générales du Canada*.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a étudié le projet de loi C-21, Loi visant à limiter le fardeau administratif que la réglementation impose aux entreprises et en a fait rapport à la Chambre sans amendement le 4 décembre. De même, il a étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 28 novembre. Il a de plus étudié les rapports ministériels sur le rendement de 2013-2014.

Durant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a d'abord élu Pat Martin comme nouveau président le 5 février. Le Comité a ensuite entrepris d'étudier le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 13 mars. Il a de plus débuté une étude du Budget principal des dépenses 2015-2016. Le Comité s'est aussi penché sur les *Travaux et coûts connexes du projet de rénovation de la Cité parlementaire*. Finalement, le Comité a examiné le *Certificat de nomination de Joe Friday au poste de commissaire à l'intégrité du secteur public* et en a fait rapport à la Chambre le 26 mars.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Pat Martin (président), Greg Kerr (vice-président), Gerry Byrne (vice-président), Mark Adler, Tarik Brahma, Brad Butt, Guy Lauzon, Mathieu Ravignat, Chris Warkentin, Wai Young

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	803	803
Étude des pratiques du gouvernement concernant les données ouvertes	9 038	5 065	329	14 431
Programmes et activités de l'Office des normes générales du Canada	-	-	329	329
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>9 038</b>	<b>5 065</b>	<b>1 461</b>	<b>15 563</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DES OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (OGGO) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (OGGO)	28	12	6	-	40h43m	92	7
Sous-comité du programme et de la procédure (SOGG) <sup>4</sup>	1	-	-	-	0h25m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>29</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>41h08m</b>	<b>92</b>	<b>7</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ (HESA)

Au début avril, le Comité a terminé son étude sur le *Rôle du gouvernement dans la lutte contre l'abus de médicaments d'ordonnance*, et présenté son deuxième rapport à la Chambre le 10 avril. Il a ensuite repris son étude sur les *Pratiques exemplaires et obstacles fédéraux : Profession et formation des professionnels de la santé*, au cours de laquelle il a entendu 20 témoins pendant quatre réunions. Il a ensuite enchaîné avec son étude sur *Les risques et les dommages sanitaires de la marijuana*, et tenu cinq réunions pendant lesquelles se sont succédé 23 témoins. Par ailleurs, le Comité a examiné le projet de loi C-17, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues, et le projet de loi C-442, Loi concernant le cadre fédéral relatif à la maladie de Lyme. Le Comité a fait rapport de ces deux projets de loi à la Chambre avec des amendements. Pour l'examen du premier projet de loi, le Comité a tenu trois réunions et fait comparaître 19 témoins, et pour l'examen du second, il a tenu une réunion et entendu quatre témoins. Le Comité s'est aussi penché sur le Budget principal des dépenses 2014-2015, et a présenté son troisième rapport à la Chambre le 28 mai.

Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a accueilli une délégation du comité de la santé du Bundestag d'Allemagne. Par la suite, après avoir entendu les témoins pour son étude sur *Les risques et dommages sanitaires de la marijuana*, le Comité a adopté son sixième rapport et l'a présenté à la Chambre le 21 octobre. Il a également entamé une étude sur *Les cigarettes électroniques*, pour laquelle il a entendu 34 témoins. Pour finir, il a examiné le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et a fait rapport des crédits à la Chambre le 25 novembre.

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a examiné le projet de loi C-608, Loi instituant la Journée nationale de la sage-femme, et en a fait rapport à la Chambre sans amendement le 28 janvier. Le Comité a terminé son étude sur les *Cigarettes électroniques* et a fait part de ses constatations à la Chambre dans son neuvième rapport le 10 mars. De plus, conformément à l'article 80.1 de la *Loi sur les produits antiparasitaires*, le Comité a entrepris l'examen législatif de la loi. Par ailleurs, le Comité a poursuivi son étude des *Pratiques exemplaires et obstacles fédéraux : profession et formation des professionnels de la santé*, en donnant des directives concernant la rédaction d'un rapport. Enfin, le Comité a entrepris un examen du *Code de sécurité 6 de Santé Canada*.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Ben Lobb (président), Murray Rankin (vice-président), Hedy Fry (vice-présidente), Matthew Kellway, Wladyslaw Lizon, James Lunney, Cathy McLeod, Christine Moore, David Wilks, Terence Young

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	3 105	3 105
Pratiques exemplaires et obstacles fédéraux : profession et formation des professionnels de la santé	1 542	2 479	129	4 150
Les risques et les dommages sanitaires de la marijuana	2 283	1 389	638	4 311
Projet de loi C-17	3 974	1 377	493	5 843
Projet de loi C-442	2 905	665	-	3 570
Les cigarettes électroniques	6 558	1 799	1 153	9 509
Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015	-	-	299	299
Examen prévu par la loi de l'examen législatif de la Loi sur les produits antiparasitaires	-	495	86	581
Code de sécurité 6 de Santé Canada	656	381	43	1 080
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>17 918</b>	<b>8 585</b>	<b>5 945</b>	<b>32 449</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ (HESA) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (HESA)	38	4	14	-	68h27m	156	8
Sous-comité du programme et de la procédure (SHES) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>68h27m</b>	<b>156</b>	<b>8</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES (HUMA)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a terminé son étude concernant les *Opportunités pour les Autochtones sur le marché du travail*, et a présenté son quatrième rapport à la Chambre le 28 mai. Le Comité a ensuite entrepris une étude sur le *Renouvellement des ententes sur le développement du marché du travail (EDMT)*. Il a aussi étudié l'*Objet des articles 242 à 251, 371 à 374 et 483 à 486 du projet de loi C-31, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures*. De plus, le Comité a examiné le Budget principal des dépenses 2014-2015 avant d'en faire rapport à la Chambre le 28 mai.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a étudié le projet de loi C-591, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse (pension et prestations) ainsi que le projet de loi C-247, Loi élargissant le mandat de Service Canada en cas de décès d'un citoyen canadien ou d'un résident canadien, et en a fait rapport avec amendements le 27 octobre et le 5 novembre respectivement. Le Comité a aussi amorcé l'étude sur l'*Objet des articles 252, et 306 à 314 du projet de loi C-43, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures*. Il a par ailleurs examiné le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et a présenté à la Chambre son huitième rapport le 28 novembre. Finalement, il a poursuivi son étude du *Renouvellement des Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT)* et a décerné la Bourse de recherches de la flamme du centenaire de l'édition 2014 à M<sup>me</sup> Selma Kouidri. La recherche de celle-ci porte sur l'héritage de Maria Barile, une femme considérée comme « une pionnière dans le mouvement des personnes handicapées ».

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a présenté le 28 janvier son neuvième rapport portant sur le *Renouvellement des Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT)*. Par ailleurs, le Comité a commencé une étude sur l'*Exploration du potentiel de la finance sociale au Canada* et a tenu neuf réunions au cours desquelles il a entendu de nombreux témoins.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Phil McColeman (président), Jinny Jogindera Sims (vice-présidente), Rodger Cuzner (vice-président), Scott Armstrong, Ray Boughen, Brad Butt, Jim Eglinski, Sadia Groguhé, Colin Mayes, Marie-Claude Morin

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	1 347	1 347
Opportunités pour les Autochtones sur le marché du travail	7 211	-	121	7 332
Renouvellement des Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT)	13 526	2 106	963	16 595
Projet de loi C-247	1 204	491	479	2 173
Projet de loi C-591	907	-	479	1 386
Objet des articles 252, et 306 à 314 du projet de loi C-43	-	587	239	826
Exploration du potentiel de la finance sociale au Canada	7 857	3 953	765	12 576
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>30 706</b>	<b>7 137</b>	<b>4 392</b>	<b>42 236</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

**COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES,  
DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES (HUMA) (SUITE)**

**RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)**

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (HUMA)	32	3	14	-	49h10m	147	6
Sous-comité du programme et de la procédure (SHUM) <sup>4</sup>	3	-	-	-	0h44m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>3</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>49h54m</b>	<b>147</b>	<b>6</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE (INDU)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a poursuivi son étude concernant *l'Industrie du logiciel de divertissement au Canada* et, après avoir tenu huit réunions et entendu 24 témoins, il a présenté son quatrième rapport à la Chambre le 12 mai. Le Comité a ensuite entrepris son étude sur *l'Incidence de la recherche, de la technologie et de l'innovation sur l'industrie des pipelines*. Le Comité a organisé deux réunions pour recueillir des témoignages concernant *l'Objet des articles 175 à 192 (Agence de promotion économique du Canada Atlantique et Société d'expansion du Cap-Breton); 239 à 241 (Loi sur les télécommunications); 317 à 368 (Modifications liées aux traités internationaux sur les marques de commerce); et 369-370 (Mesure de réduction des postes pourvus par le Gouverneur en Conseil) du projet de loi C-31, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures*. Le Comité a aussi examiné le Budget principal des dépenses 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 28 mai.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a étudié *l'Objet des articles 102 à 142 (Loi sur les dessins industriels), 174 à 182 (Loi sur la radiocommunication), 186 à 190 (Loi sur Investissement Canada), 191 et 192 (Loi sur la radiodiffusion), 193 à 210 (Loi sur les télécommunications) et 211 à 223 (Loi sur la Banque de développement du Canada) du projet de loi C-43, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures*. Le Comité a également étudié *l'Objet du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a tenu sept réunions au cours desquelles il a entendu des témoins concernant le projet de loi S-4 : Loi sur la protection des renseignements personnels numériques.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

David Sweet (président), Peggy Nash (vice-présidente), Judy Sgro (vice-présidente), John Carmichael, Joe Daniel, Cheryl Gallant, Mike Lake, Brian Masse, Annick Papillon, Mark Warawa

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	2 592	2 592
Industrie canadienne du logiciel de divertissement au Canada	-	-	309	309
Incidence de la recherche, de la technologie et de l'innovation sur l'industrie des pipelines	-	756	-	756
Objet des articles 175 à 192, 239 à 241, et 317 à 370 du projet de loi C-31	622	-	309	931
Objet des articles 102 à 142 (Loi sur les dessins industriels), 174 à 182 (Loi sur la radiocommunication), 186 à 190 (Loi sur Investissement Canada), 191 et 192 (Loi sur la radiodiffusion), 193 à 210 (Loi sur les télécommunications) et 211 à 223 (Loi sur la Banque de développement du Canada) du projet de loi C-43	2 189	-	195	2 384
Projet de loi S-4	4 754	-	1 137	5 891
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>7 565</b>	<b>756</b>	<b>4 542</b>	<b>12 863</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE (INDU) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (INDU)	23	3	1	-	28h49m	102	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SIND) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>28h49m</b>	<b>102</b>	<b>2</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DU COMMERCE INTERNATIONAL (CIIT)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité s'est penché sur le projet de loi C-20, Loi sur la croissance économique et la prospérité Canada-Honduras et, le 5 mai, il a fait rapport de ce projet de loi à la Chambre sans amendement. Le Comité a également recueilli des témoignages dans le cadre de son étude concernant les *Effets positifs du Plan d'action sur les marchés mondiaux*. Enfin, le 18 juin, le Comité a déposé à la Chambre son deuxième rapport sur son étude de l'*Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne*.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a étudié le projet de loi C-41, Loi portant mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Corée, et en a fait rapport à la Chambre le 10 octobre sans amendement.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a poursuivi l'étude des *Effets positifs du Plan d'action sur les marchés mondiaux*, et a porté une attention particulière aux Accords sur le transport aérien. Le Comité a également commencé une étude intitulée *Soutenir la concurrence mondiale : débouchés pour les petites et moyennes entreprises*.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Randy Hoback (président), Don Davies (vice-président), Chrystia Freeland (vice-présidente), Mike Allen, Ron Cannan, Parm Gill, Nina Grewal, Laurin Liu, Marc-André Morin, Devinder Shory

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	3 337	3 337
Projet de loi C-20	2 154	1 065	1 083	4 302
Effets positifs du Plan d'action sur les marchés mondiaux	3 385	894	1 497	5 775
Projet de loi C-41	4 035	1 124	243	5 402
Soutenir la concurrence mondiale : débouchés pour les petites et moyennes entreprises	1 525	3 439	443	5 406
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>11 099</b>	<b>6 521</b>	<b>6 602</b>	<b>24 222</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DU COMMERCE INTERNATIONAL (CIIT) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (CIIT)	28	1	10	-	43h09m	93	3
Sous-comité du programme et de la procédure (SCII) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>28</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>43h09m</b>	<b>93</b>	<b>3</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE (JUST)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a poursuivi son étude de la *Partie XVII du Code criminel* et a déposé un rapport le 28 avril après avoir tenu sept réunions et entendu 10 témoins sur le sujet durant la période du 25 février au 10 avril 2014. Il a aussi étudié le Budget principal des dépenses 2014-2015 sous la rubrique Justice. Finalement, il a étudié le projet de loi C-13, Loi sur la protection des Canadiens contre la cybercriminalité, en tenant 10 réunions sur le sujet et en entendant 35 témoins durant la période du 13 mai au 12 juin 2014. Le projet de loi a été renvoyé à la Chambre avec un amendement le 13 juin.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a étudié le projet de loi C-36, Loi modifiant le Code criminel pour donner suite à la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Procureur général du Canada c. Bedford et apportant des modifications à d'autres lois en conséquence, et en a fait rapport à la Chambre le 15 septembre avec amendements. Le Comité a également étudié le projet de loi C-32, Loi édictant la Charte canadienne des droits des victimes et modifiant certaines lois, et en a fait rapport à la Chambre le 3 décembre avec amendements. Le Comité a de plus étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 28 novembre. Le Comité a également étudié le projet de loi S-221, Loi modifiant le Code criminel (voies de fait contre un conducteur de véhicule de transport en commun) et en a fait rapport le 3 décembre sans amendement. Le Comité a également étudié les *Propositions présentées en vue de la Loi corrective de 2014* et en a fait rapport à la Chambre le 24 novembre. Finalement, le Comité a étudié le projet de loi S-2, Loi modifiant la Loi sur les textes réglementaires et le Règlement sur les textes réglementaires en conséquence et en a fait rapport à la Chambre le 10 décembre sans amendement.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a étudié le projet de loi C-26, Loi sur le renforcement des peines pour les prédateurs d'enfants durant quatre réunions et a entendu 31 témoins. Le Comité a fait rapport à la Chambre du projet de loi, avec amendements, le 19 février. Le Comité a également étudié le projet de loi C-587, Loi modifiant le Code criminel (prolongation du délai préalable à la libération conditionnelle) en entendant neuf témoins durant trois réunions, et en a fait rapport à la Chambre sans amendement le 1<sup>er</sup> avril. Finalement, le Comité a entrepris l'examen de l'*Objet du projet de loi C-583, Loi modifiant le Code criminel (ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale)* durant quatre réunions pour entendre 16 témoins.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Mike Wallace (président), Françoise Boivin (vice-présidente), Sean Casey (vice-président), Blaine Calkins, Bob Dechert, Robert Goguen, Pierre Jacob, Ève Pécelet, Kyle Seeback, David Wilks

## COMITÉ PERMANENT DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE (JUST) (SUITE)

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	484	4 902	5 386
Examen de la Partie XVII du Code criminel	1 016	-	-	1 016
Projet de loi C-13	13 932	1 183	871	15 986
Projet de loi C-36	30 026	8 887	3 507	42 419
Projet de loi C-32	12 110	-	387	12 496
Projet de loi S-221	-	358	-	358
Projet de loi S-2	-	-	86	86
Projet de loi C-26	2 211	1 500	172	3 883
Projet de loi C-587	4 490	-	129	4 619
Objet du projet de loi C-583	861	4 308	129	5 298
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>64 646</b>	<b>16 719</b>	<b>10 182</b>	<b>91 547</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (JUST)	52	20	22	7	92h04m	280	13
Sous-comité du programme et de la procédure (SJUS) <sup>4</sup>	4	-	-	-	1h03m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>56</b>	<b>20</b>	<b>22</b>	<b>7</b>	<b>93h07m</b>	<b>280</b>	<b>13</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE (NDDN)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a complété son étude sur les *Soins offerts aux membres des Forces armées canadiennes malades ou blessés* et déposé son quatrième rapport à la Chambre le 12 juin. Le Comité a aussi poursuivi son étude sur la *Défense nord-américaine* et consacré une réunion à l'étude sur les *Agressions sexuelles dans les Forces armées*. Par ailleurs, conformément à un ordre de renvoi émanant de la Chambre, le Comité a examiné la nomination par décret de Gary Walbourne au poste d'ombudsman du ministère de la Défense nationale. Le Comité a aussi étudié les *Politiques et pratiques de collecte de renseignements du Centre de la sécurité des télécommunications du Canada* et l'objet du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014, sous la rubrique Défense nationale. Il s'est aussi penché sur le Budget principal des dépenses 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 30 mai. Le 10 avril, Rick Norlock a été élu président du Comité.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité s'est penché sur *La défense nord-américaine* et a tenu des séances d'information sur *Le rôle du Canada dans le cadre de l'Opération Reassurance de l'OTAN*, sur *La réponse du Canada à l'ÉILL* ainsi que sur *La situation actuelle, le renouvellement et la modernisation de la marine canadienne*. En outre, il a étudié les *nominations par décret de Bill Jones au poste de sous-ministre délégué de la Défense nationale* et de *Keith Coulter à celui de conseiller spécial du ministre de la Défense nationale*. Le Comité a aussi examiné le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 26 novembre. Le 7 octobre, M. Rick Norlock a quitté la présidence du Comité, et l'honorable Peter Kent a été élu pour lui succéder.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a poursuivi l'étude sur la *Défense de l'Amérique du Nord*. Le 29 janvier, le Comité s'est réuni conjointement avec le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international dans le cadre d'une *séance d'information sur l'Intervention du Canada contre l'ÉILL* donnée par les ministres de la Défense nationale et des Affaires étrangères. De plus, le Comité s'est penché sur le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 12 mars. Enfin, le Comité s'est penché sur les *nominations par décret de John Forster au poste de sous-ministre de la Défense nationale*, de *John Turner au poste de sous-ministre délégué de la Défense nationale* et de *Greta Bossenmaier au poste de chef du Centre de la sécurité des télécommunications*, et a fait rapport à la Chambre le 26 mars avec la conclusion que ces personnes avaient les compétences requises pour occuper leur poste respectif.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Peter Kent (président), Jack Harris (vice-président), Joyce Murray (vice-présidente), James Bezan, Tarik Brahmî, Corneliu Chisu, Cheryl Gallant, Éline Michaud, Rick Norlock, John Williamson

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	680	-	3 822	4 502
Défense nord-américaine	7 937	953	1 424	10 313
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>8 617</b>	<b>953</b>	<b>5 245</b>	<b>14 815</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE (NDDN) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (NDDN)	37	3	5	7	60h03m	90	9
Sous-comité du programme et de la procédure (SNDD) <sup>4</sup>	1	-	-	-	0h23m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>60h26m</b>	<b>90</b>	<b>9</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES NATURELLES (RNNR)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a complété son étude sur les *Avantages dans l'ensemble du Canada du développement de l'industrie pétrolière et gazière du secteur de l'énergie* et a présenté son septième rapport à la Chambre le 11 juin. Pour cette étude, le Comité a tenu 13 réunions, dont 8 ont eu lieu durant cette période, et a entendu 35 témoins. De plus, le Comité a tenu deux réunions dans le cadre de son étude des *Possibilités pour le Canada de contribuer à la sécurité énergétique de l'Ukraine et du reste de l'Europe*. Il a de plus étudié et fait rapport du Budget principal des dépenses de 2014-2015. Également, le Comité a rendu public un résumé des témoignages de son étude sur *l'Industrie des terres rares au Canada*. Au niveau législatif, le Comité a étudié le projet de loi C-22, Loi concernant les opérations pétrolières au Canada, édictant la Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire, abrogeant la Loi sur la responsabilité nucléaire et modifiant d'autres lois en conséquence. Le projet de loi a été renvoyé à la Chambre le 11 juin avec des amendements.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a étudié *l'Objet des articles 376 à 381 du projet de loi C-43, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures*. Le Comité a consacré deux réunions à cette étude et a soumis une lettre au président du Comité des finances. De plus, il a étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 26 novembre. Finalement, le Comité a tenu deux réunions pour son *Examen des marchés du propane au Canada*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a fait le point sur *L'industrie forestière canadienne* en étudiant le rapport du Comité de juin 2008 intitulé « L'industrie forestière canadienne : reconnaître les défis et les possibilités ». Par la suite, le Comité a décidé d'entreprendre une étude sur le *Renouveau de l'industrie forestière canadienne* et y a consacré cinq réunions. Le Comité a aussi débuté l'étude du projet de loi C-46, Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie et la Loi sur les opérations pétrolières au Canada et y a consacré trois réunions pour entendre des témoins.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Leon Benoit (président), Guy Caron (vice-président), Geoff Regan (vice-président), Kelly Block, Chris Charlton, Joan Crockatt, Linda Duncan, Ryan Leef, Pat Perkins, Brad Trost

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	275	1 618	1 892
Avantages dans l'ensemble du Canada du développement de l'industrie pétrolière et gazière du secteur de l'énergie	4 663	6 256	519	11 439
Possibilités pour le Canada de contribuer à la sécurité énergétique de l'Ukraine et du reste de l'Europe	1 216	4 130	130	5 476
Projet de loi C-22	9	996	130	1 135
Objet des articles 376 à 381 du projet de loi C-43	143	420	193	756
Renouveau de l'industrie forestière canadienne	6 296	2 126	301	8 722
Projet de loi C-46	-	768	129	897
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>12 327</b>	<b>14 970</b>	<b>3 019</b>	<b>30 316</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DES RESSOURCES NATURELLES (RNNR) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (RNNR)	33	2	15	1	56h15m	130	4
<b>TOTAL</b>	<b>33</b>	<b>2</b>	<b>15</b>	<b>1</b>	<b>56h15m</b>	<b>130</b>	<b>4</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

## COMITÉ PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES (LANG)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a poursuivi son étude sur la *Situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire*. Le Comité a entendu le président de Radio-Canada dans le cadre de son étude relative à la *Programmation depuis les dernières coupures budgétaires à CBC-Radio-Canada*. Par ailleurs, le Comité a examiné le Budget principal des dépenses 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 14 mai.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a entendu le commissaire aux langues officielles au sujet de son *Rapport annuel 2013-2014 sur les langues officielles*. Il a aussi entrepris un projet de rapport sur *La situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a terminé son étude sur *La situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire* et en a fait rapport à la Chambre le 13 mars. Par la suite, le Comité a entrepris une étude portant sur *Les programmes du gouvernement du Canada visant à favoriser l'immigration francophone des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) au Canada* et a tenu cinq réunions pour entendre des témoins. Par ailleurs, le Comité a également entrepris une étude de *La gestion et la mise en œuvre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 : éducation, immigration, communautés*.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Michael D. Chong (président), Jamie Nicholls (vice-président), Lise St-Denis (vice-présidente), Corneliu Chisu, Joe Daniel, Anne-Marie Day, Jacques Gourde, Claude Gravelle, Chungsen Leung, John Williamson

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	2 587	2 587
La situation économique des communautés de langue officielle en situation minoritaire	9 598	962	933	11 493
Les programmes du gouvernement du Canada visant à favoriser l'immigration francophone des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) au Canada	5 919	-	-	5 919
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>15 517</b>	<b>962</b>	<b>3 520</b>	<b>19 999</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES (LANG) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (LANG)	27	5	5	1	44h32m	81	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SLAN) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>27</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>44h32m</b>	<b>81</b>	<b>2</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE (PROC)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a poursuivi et terminé l'étude du projet de loi C-23, Loi modifiant la Loi électorale du Canada et d'autres lois et modifiant certaines lois en conséquence. Le Comité a tenu 13 réunions durant cette période et présenté son onzième rapport à la Chambre le 5 mai. Ensuite, conformément à l'ordre de renvoi de la Chambre du 27 mars 2014, le Comité a entrepris une étude de *l'Utilisation des ressources de la Chambre des communes par l'Opposition officielle*. Le Comité a aussi étudié le Budget principal des dépenses de la Chambre des communes et du directeur général des élections pour l'exercice 2014-2015. Par ailleurs, le Comité a entrepris l'étude des motions *M-431 (Élection des présidents de comités)* et *M-489 (Élection du Président)* en invitant les parrains de ces motions à comparaître. Enfin, le Sous-comité des affaires émanant des députés (SMEM) a examiné les projets de loi et les motions émanant des députés récemment ajoutés à l'ordre de priorité.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a dressé la liste des députés qui doivent faire partie des comités permanents en présentant ses dix-huitième et vingt-quatrième rapports portant sur la composition des comités. Par suite d'une décision de la Chambre, le vingt-quatrième rapport du Comité portant sur les changements à la composition des comités a été agréé. La Chambre a ordonné « qu'il n'y ait pas de délibérations supplémentaires en ce qui concerne le 18<sup>e</sup> rapport du Comité ». Au courant de la même période, le Comité a terminé son étude de la motion *M-489 (Élection du Président)* et a présenté son vingt-et-unième rapport le 3 octobre. Il a également étudié le projet de loi C-518, Loi modifiant la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires (indemnité de retrait) et en a fait rapport à la Chambre le 5 novembre avec amendements. Le Comité a aussi étudié le projet de loi C-586, Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi sur le Parlement du Canada (réformes visant les candidatures et les groupes parlementaires) en plus d'amorcer l'étude de la motion M-428, qui propose la mise en place d'un système de pétitions électroniques. Par ailleurs, le Comité a recommandé plusieurs modifications au Règlement dans son vingt-huitième rapport présenté à la Chambre le 8 décembre. Le Comité s'est aussi penché sur la *Question de privilège concernant la libre circulation des députés au sein de la Cité parlementaire*. Finalement, il a étudié le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 28 novembre. Le Sous-comité des affaires émanant des députés a examiné les projets de loi et les motions émanant des députés récemment ajoutés à l'ordre de priorité. Enfin, conformément à l'ordre de renvoi de la Chambre des communes du 27 novembre 2014, le Comité a créé le Sous-comité sur un code de conduite pour les députés (SCCC) qui a comme mandat de se pencher sur les politiques possibles pour répondre aux plaintes de harcèlement entre députés.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a poursuivi et terminé son étude de la motion M-428, qui propose la mise en place d'un système de pétitions électroniques, avec la présentation à la Chambre le 26 février, et l'adoption par celle-ci le 11 mars, du trente-troisième rapport du Comité. Le Comité a également terminé l'étude de la *Question de privilège concernant la libre circulation des députés au sein de la Cité parlementaire* avec la présentation à la Chambre de son trente-quatrième rapport le 26 mars. Le Comité s'est par ailleurs penché sur la *Nomination par décret de Philippe Dufresne au poste de légiste et conseiller parlementaire de la Chambre des communes*. Au cours de la même période, le Comité a entrepris un *Examen du Code régissant les conflits d'intérêts des députés* en invitant, notamment la commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique à venir témoigner le 19 février. Par ailleurs, la Chambre des communes a adopté, le 4 février, le vingt-huitième rapport du Comité qui recommandait plusieurs modifications au Règlement.

Au courant de la même période, le Sous-comité sur un code de conduite des députés a amorcé l'étude d'un code de conduite pour les députés. Enfin, le Sous-comité des affaires émanant des députés a examiné les projets de loi et les motions émanant des députés récemment ajoutés à l'ordre de priorité.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Joe Preston (président), Alexandrine Latendresse (vice-présidente), Kevin Lamoureux (vice-président), David Christopherson, Tom Lukiwski, Dave Mackenzie, Ted Opitz, Scott Reid, Blake Richards, Craig Scott

## COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE (PROC) (SUITE)

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	6 331	6 331
SCCC – Budget de fonctionnement de base	-	-	479	479
Question de privilège concernant Élections Canada et le député de Selkirk-Interlake	-	-	479	479
Projet de loi C-23	16 240	2 214	4 431	22 885
M-489, Élection du Président	-	-	479	479
M-431, Élection des présidents	-	-	319	319
Utilisation des ressources de la Chambre des communes par l'Opposition officielle	-	-	828	828
Projet de loi C-586	2 116	288	479	2 882
Question de privilège concernant la libre circulation des députés au sein de la Cité parlementaire	-	-	718	718
Projet de loi C-518	1 045	-	479	1 524
M-428, Pétitions électroniques	2 939	693	718	4 350
SCCC-Code de conduite pour les députés	-	498	-	498
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>22 340</b>	<b>3 693</b>	<b>15 736</b>	<b>41 769</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DE LA PROCÉDURE ET DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE (PROC) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (PROC)	52	22	7	1	83h44m	117	24
Sous-comité des affaires émanant des députés (SMEM) <sup>4</sup>	5	-	-	-	0h55m	-	-
Sous-comité du programme et de la procédure (SPRO) <sup>4</sup>	3	-	-	-	1h46m	-	-
Sous-comité sur un code de conduite pour les députés (SCCC) <sup>4</sup>	7	-	1	1	8h30m	7	-
<b>TOTAL</b>	<b>67</b>	<b>22</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>94h55m</b>	<b>124</b>	<b>24</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS (PACP)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a examiné et adopté des rapports sur trois chapitres supplémentaires du *Rapport de l'automne 2013 du vérificateur général du Canada*, à savoir : le chapitre 7, La surveillance de la sécurité ferroviaire; le chapitre 8, L'aide aux producteurs en cas de catastrophe; et le chapitre 9, Les activités bancaires à l'étranger. Le Comité a aussi revu et adopté un rapport sur le chapitre 1, Les régimes de retraite du secteur public, du *Rapport du printemps 2014 du vérificateur général du Canada*. Pendant cette période, le Comité a aussi étudié le Budget principal des dépenses 2014-2015 : Rapport sur les plans et priorités de 2014-2015 et Rapport sur le rendement de 2012-2013 du Bureau du vérificateur général du Canada, et en a fait rapport à la Chambre.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité s'est réuni pour étudier trois chapitres du *Rapport du printemps 2014 du vérificateur général*: le chapitre 3, La planification fiscale abusive; le chapitre 6, Les programmes de paiements de transferts – Agence canadienne de développement économique du Nord, et le chapitre 8, Répondre aux besoins en données statistiques clés – Statistique Canada. Le Comité a adopté un rapport sur le chapitre 8 du *Rapport du printemps 2014 du vérificateur général* et l'a présenté à la Chambre le 19 novembre. Au cours de cette période, il a aussi étudié les *Comptes publics du Canada 2014* et a présenté son onzième rapport à la Chambre le 1<sup>er</sup> décembre, de même qu'il a examiné le *Rapport de l'automne 2014 du vérificateur général*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a terminé l'étude de deux chapitres du *Rapport du printemps 2014 du vérificateur général* : le chapitre 3, La planification fiscale abusive; et le chapitre 6, Les programmes de paiements de transferts – Agence canadienne de développement économique du Nord. Il a présenté les deux rapports à la Chambre le 23 février. Par ailleurs, le Comité a tenu des réunions sur quatre chapitres du *Rapport de l'automne 2014 du vérificateur général* : le chapitre 2, Le soutien à la lutte contre la criminalité transnationale; le chapitre 3, Les services de santé mentale pour les vétérans; le chapitre 5, Le soutien accordé à l'industrie automobile; et le chapitre 6, Nutrition Nord Canada – Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. Enfin, concernant le chapitre 2 du *Rapport de l'automne 2014 du vérificateur général*, le Comité a examiné, adopté et présenté un rapport à la Chambre le 23 février.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

David Christopherson (président), John Carmichael (vice-président), Yvonne Jones (vice-présidente), Dan Albas, Malcolm Allen, Jay Aspin, Ted Falk, Alain Giguère, Bryan Hayes, Stephen Woodworth

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	2 132	2 132
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	-	-	<b>2 132</b>	<b>2 132</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS (PACP) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (PACP)	34	14	-	-	43h36m	82	14
<b>TOTAL</b>	<b>34</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>43h36m</b>	<b>82</b>	<b>14</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

## COMITÉ PERMANENT DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE (SECU)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a étudié le projet de loi C-483, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (sortie avec escorte) et en a fait rapport à la Chambre le 2 avril avec des amendements. Le Comité a aussi conclu son étude sur les *Aspects économiques liés aux services de police* et a déposé son quatrième rapport à la Chambre le 12 mai. Le Comité a ensuite entrepris son étude sur la *Finance sociale dans le cadre de la prévention du crime au Canada*. Enfin, le Comité s'est penché sur le Budget principal des dépenses 2014-2015 et en a fait rapport à la Chambre le 12 mai.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité s'est penché sur le projet de loi C-2, Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, et le projet de loi C-44, Loi modifiant la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité et d'autres lois, et en a fait rapport à la Chambre sans amendement les 18 novembre et 2 décembre respectivement. Il a tenu des réunions sur *l'Objet des articles 232 à 249 du projet de loi C-43, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures*, ainsi que sur *l'Objet du Budget des dépenses supplémentaires (B) 2014-2015*. Le Comité a amorcé une étude sur les *Entités terroristes*, à savoir les menaces à la sécurité nationale posées par des individus de retour au Canada après avoir joint des entités terroristes à l'étranger.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a examiné le projet de loi C-12 : Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, et en a fait rapport à la Chambre sans amendement le 4 février. Le Comité a par ailleurs terminé son étude de *La finance sociale dans le cadre de la prévention du crime au Canada*, et a présenté son neuvième rapport à la Chambre le 16 février. De plus, le Comité a amorcé une étude sur *La formation des compétences professionnelles pour délinquants*. Le Comité s'est également penché sur le projet de loi 51 : Loi antiterroriste de 2015, au sujet duquel il s'est réuni à 10 reprises et a entendu une série de témoins. Le 31 mars, il a terminé l'étude article par article du projet de loi, et en a fait rapport à la Chambre avec amendements le 2 avril. Enfin, le Comité a tenu une séance d'information donnée par le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada sur les attentats du 22 octobre 2014 sur la Colline du Parlement.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Daryl Kramp (président), Randall Garrison (vice-président), Wayne Easter (vice-président), Diane Ablonczy, Rosane Doré Lefebvre, Ted Falk, Roxanne James, Rick Norlock, Lavar Payne, Jean Rousseau

## COMITÉ PERMANENT DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE (SECU) (SUITE)

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	3 730	3 730
Aspects économiques liés aux services de police	-	-	358	358
Projet de loi C-483	-	-	91	91
Finance sociale dans le cadre de la prévention du crime au Canada	10 699	690	896	12 285
Projet de loi C-2	5 636	1 060	594	7 291
Objet des articles 232 à 249 du projet de loi C-43	35	558	91	685
Projet de loi C-44	686	418	273	1 376
Projet de loi C-12	-	300	235	535
La formation des compétences professionnelles pour délinquants	4 123	350	58	4 532
Projet de loi C-51	16 772	2 239	2 011	21 022
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>37 951</b>	<b>5 615</b>	<b>8 337</b>	<b>51 903</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (SECU)	45	21	11	1	88h39m	165	7
Sous-comité du programme et de la procédure (SSEC) <sup>4</sup>	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>45</b>	<b>21</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>88h39m</b>	<b>165</b>	<b>7</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DE LA CONDITION FÉMININE (FEWO)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a continué son étude sur *Les troubles de l'alimentation chez les filles et les femmes*. Il a examiné les crédits du Budget principal des dépenses 2014-2015 sous la rubrique Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme et en fait rapport à la Chambre le 6 mai. Le Comité a également commencé une étude sur le *Leadership économique et la prospérité des Canadiennes*.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a complété son étude sur *Les troubles de l'alimentation chez les filles et les femmes* et a présenté son rapport à la Chambre le 17 novembre. Le Comité a également continué son étude sur le *Leadership économique et la prospérité des Canadiennes* en tenant des audiences publiques. De plus, le Comité a entrepris une étude sur *Les pratiques prometteuses pour prévenir la violence envers les femmes*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a continué de se pencher sur le *Leadership économique et prospérité des Canadiennes*, pour lequel il a fait l'examen du projet de rapport. Il a également continué son étude sur les *Pratiques prometteuses pour prévenir la violence envers les femmes* et a entrepris l'étude sur les *Femmes dans les métiers spécialisés et en sciences, en technologie, en génie et en mathématique*.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Hélène LeBlanc (présidente), Tilly O'Neill Gordon (vice-présidente), Kirsty Duncan (vice-présidente), John Barlow, Joyce Bateman, Joan Crockatt, Mylène Freeman, Pat Perkins, Djaouida Sellah, Susan Truppe

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	1 744	1 744
Les troubles de l'alimentation chez les filles et les femmes	-	-	596	596
Leadership économique et prospérité des Canadiennes	3 181	3 345	1 792	8 318
Pratiques prometteuses pour prévenir la violence envers les femmes	11 237	5 302	1 531	18 070
Les femmes dans les métiers spécialisés et en sciences, en technologie, en génie et en mathématique	-	-	752	752
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>14 418</b>	<b>8 647</b>	<b>6 415</b>	<b>29 480</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DE LA CONDITION FÉMININE (FEWO) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (FEWO)	35	1	12	2	54h57m	97	2
Sous-comité du programme et de la procédure (SFEW) <sup>4</sup>	5	-	-	-	1h35m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>40</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	<b>57h11m</b>	<b>97</b>	<b>2</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DES TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS (TRAN)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a poursuivi son *Examen du régime canadien de sécurité des transports : le transport des marchandises dangereuses et les systèmes de gestion de la sécurité* et, le 13 juin, il a déposé son troisième rapport à la Chambre, qui constitue un rapport provisoire produit dans le cadre de cette étude. Le Comité s'est aussi penché sur l'*Objet des articles 212 à 233 et 375 du projet de loi C-31, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures*.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a poursuivi son étude sur l'*Examen du régime canadien de sécurité des transports : le transport des marchandises dangereuses et les systèmes de gestion de la sécurité*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a conclu son *Examen du régime canadien de sécurité des transports : le transport des marchandises dangereuses et les systèmes de gestion de la sécurité*, et a présenté son quatrième rapport à la Chambre le 12 mars concernant cette étude. Par ailleurs, le Comité s'est penché sur le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015 et sur le Budget principal des dépenses 2015-2016, pour lesquels il a fait rapport à la Chambre le 12 mars. De plus, le Comité a examiné le projet de loi C-627 : Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire (sécurité des personnes et des biens) et l'a renvoyé à la Chambre avec des amendements le 1<sup>er</sup> avril. Enfin, le Comité a tenu une *Séance d'information de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada sur les déraillements récents en Ontario*.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Larry Miller (président), Hoang Mai (vice-président), David J. McGuinty (vice-président), Peter Braid, Ed Komarnicki, Isabelle Morin, Mike Sullivan, Jeff Watson, Wai Young, David Yurdiga

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	1 957	1 957
Examen du régime canadien de sécurité des transports : le transport des marchandises dangereuses et les systèmes de gestion de la sécurité	11 748	5 165	2 225	19 138
Projet de loi C-627	-	-	183	183
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>11 748</b>	<b>5 165</b>	<b>4 365</b>	<b>21 278</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ PERMANENT DES TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS (TRAN) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (TRAN)	33	14	6	-	50h13m	120	4
Sous-comité du programme et de la procédure (STRA) <sup>4</sup>	3	-	-	-	1h48m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>36</b>	<b>14</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>52h01m</b>	<b>120</b>	<b>4</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ PERMANENT DES ANCIENS COMBATTANTS (ACVA)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a poursuivi son *Examen prévu par la loi de la Loi améliorant la Nouvelle Charte des anciens combattants*. Il a entendu 18 témoins lors de neuf réunions et déposé un rapport le 3 juin 2014. Au total, le comité a entendu 55 témoins et tenu 19 réunions sur le sujet. De plus, le Comité a étudié le Budget principal des dépenses 2014-2015 sous les rubriques Anciens combattants, et Tribunal des anciens combattants (révision et appel) et a fait rapport à la Chambre.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a étudié le projet de loi C-27, Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la fonction publique (accès élargi à l'embauche pour certains militaires et anciens militaires des Forces canadiennes) et en a fait rapport à la Chambre le 30 octobre sans amendement.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a entrepris une étude sur le *Continuum des services de transition* en entendant 17 témoins lors de six réunions. Le Comité a également tenu une *Séance d'information sur la participation des Forces armées canadiennes à la Marche de Nimègue* en entendant deux témoins. Finalement, le Comité a tenu une *Séance d'information sur les activités de commémoration à venir* du ministère durant l'année 2015 en entendant deux témoins.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Royal Galipeau (président), Peter Stoffer (vice-président), Frank Valeriote (vice-président), Sylvain Chicoine, Laurie Hawn, Bryan Hayes, Pierre Lemieux, Wladyslaw Lizon, Ted Opitz, John Rafferty

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	1 114	1 114
Examen prévu par la loi de la Loi améliorant la Nouvelle Charte des anciens combattants	19 884	-	1 204	21 088
Continuum des services de transition	5,301	-	-	5,301
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>25 185</b>	<b>-</b>	<b>2 318</b>	<b>27 504</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (ACVA)	24	-	-	2	36h59m	47	3
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>36h59m</b>	<b>47</b>	<b>3</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ DE LIAISON (LIAI)

Le Comité de liaison est composé des présidents de tous les comités permanents et des co-présidents de la Chambre des comités mixtes permanents. Sa principale responsabilité, qui est de répartir entre les comités permanents les fonds prévus à cette fin par le Bureau de régie interne, est déléguée au Sous-comité des budgets (SBLI).

Le Comité s'est rencontré une fois au cours de la période d'avril à juin 2014, afin de traiter de diverses questions administratives et financières, notamment l'aménagement des nouveaux édifices parlementaires et la télédiffusion des séances de comité. Le Comité a adopté son troisième rapport sur les dépenses et activités des comités pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014 qui a été présenté à la Chambre en juin 2014.

Le Sous-comité s'est rencontré trois fois durant la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014 afin d'examiner des demandes budgétaires reliées à des voyages de comités.

Celui-ci s'est réuni à deux reprises du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014 pour étudier les demandes de budgets. Le Comité, lui, ne s'est pas réuni durant cette période.

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité s'est rencontré une fois afin d'obtenir une mise à jour du projet pilote concernant les comités sans papier et d'autres questions administratives. Le Comité a adopté les quatrième et cinquième rapports, sur les dépenses et activités des comités, respectivement pour les périodes du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, et du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014. Les deux rapports ont été présentés à la Chambre le 26 février.

Le Sous-comité s'est rencontré à trois reprises durant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015 afin d'examiner des demandes budgétaires reliées à des voyages de comités.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Dean Allison (président), David Christopherson (vice-président), Harold Albrecht, Leon Benoit, Gordon Brown, Chris Charlton, Michael D. Chong, Pierre-Luc Dusseault, Royal Galipeau, Richard Harris, Randy Hoback, Peter Kent, Daryl Kramp, Hélène LeBlanc, Ben Lobb, Pat Martin, Phil McColeman, Larry Miller, Joe Preston, James Rajotte, Blake Richards, Bev Shipley, David Sweet, David Tilson, Mike Wallace, Rodney Weston

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	834	834
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	-	-	<b>834</b>	<b>834</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

## COMITÉ DE LIAISON (LIAI) (SUITE)

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité permanent (LIAI)	2		-	-	1h48m	4	3
Sous-comité des budgets de comité (SBLI) <sup>4</sup>	8	-	-	-	1h34m	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3h22m</b>	<b>4</b>	<b>3</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>4</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## COMITÉ MIXTE DE LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT (BILI)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité mixte a tenu une réunion sur son étude relative à la *Numérisation des documents parlementaires*.

Le Comité ne s'est pas réuni entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2014.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité s'est réuni pour discuter de questions liées aux travaux du Comité.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Richard M. Harris (co-président), Marie-P. Charette-Poulin (co-présidente), Carol Hughes (vice-présidente), Scott Simms (vice-président), Stella Ambler, Tyrone Benskin, Rod Bruinooge, Rob Clarke, Anne C. Cools, Nicole Eaton, Suzanne Fortin-Duplessis, Réjean Genest, Guy Lauzon, Terry M. Mercer, José Nunez-Melo, Lawrence Toet, Dave Van Kesteren

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	447	447
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	-	-	<b>447</b>	<b>447</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ MIXTE PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité mixte permanent (BILI)	2	-	-	-	1h18m	2	-
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1h18m</b>	<b>2</b>	<b>-</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

## COMITÉ MIXTE PERMANENT DE L'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION (REGS)

Du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2014, le Comité a poursuivi son examen de textes réglementaires et en a étudié plus de 255, conformément à son ordre de renvoi permanent établi dans la *Loi sur les textes réglementaires*. Il a déposé son troisième rapport à la Chambre le 2 avril.

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2014, le Comité a poursuivi son étude de textes réglementaires et en a examiné plus de 258.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2015, le Comité a poursuivi son étude de textes règlementaires et en a examiné plus de 100. Il a également présenté son quatrième rapport à la Chambre le 25 mars.

### MEMBRES DU COMITÉ (en date du 31 mars 2015)

Chris Charlton (co-présidente), Denise Batters (co-présidente), Garry Breitzkreuz (vice-président), Mauril Bélanger (vice-président), Dan Albas, Rob Anders, Paulina Ayala, Patrick Brown, Céline Hervieux-Payette, Jim Hillyer, Thomas Johnson McInnis, Don Meredith, Wilfred P. Moore, François Pilon, Anne Minh-Thu Quach, Bob Runciman, David P. Smith, Brian Storseth, Maurice Vellacott

### DÉPENSES (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

NOM DE L'ÉTUDE	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	TOTAL <sup>2</sup>
Budget de fonctionnement <sup>3</sup>	-	-	5 554	5 554
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 554</b>	<b>5 554</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

<sup>3</sup> « Budget de fonctionnement » contient les dépenses effectuées dans les cas où aucune demande de fonds distincte n'a été présentée par rapport à une étude ou à une activité de comité.

### RÉUNIONS, TÉMOINS ET RAPPORTS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

COMITÉ MIXTE PERMANENT ET SOUS-COMITÉ	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS
	Total	TV <sup>1</sup>	VC <sup>2</sup>	EV <sup>3</sup>			
Comité mixte permanent (REGS)	13	-	-	-	25h00m	-	2
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25h00m</b>	<b>-</b>	<b>2</b>

<sup>1</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>2</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>3</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

# SOMMAIRE DES ACTIVITÉS ET DÉPENSES DES COMITÉS

## SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR COMITÉ (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

### COMITÉS PERMANENTS

COMITÉS PERMANENTS ET SOUS-COMITÉS <sup>1</sup>	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS <sup>5</sup>
	TOTAL	TV <sup>2</sup>	VC <sup>3</sup>	EV <sup>4</sup>			
Affaires autochtones et développement du Grand Nord (AANO)	19	2	-	1	24h39m	77	4
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SAAN)</i>	4	-	-	-	0h45m	-	-
Accès à l'information, protection des renseignements personnels et éthique (ETHI)	19	6	2	-	23h50m	55	6
Agriculture et agroalimentaire (AGRI)	37	-	22	-	58h02m	182	6
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SAGR)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Patrimoine canadien (CHPC)	23	3	9	-	37h55m	103	7
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SCHP)</i>	1	-	-	-	0h47m	-	-
Citoyenneté et immigration (CIMM)	25	14	10	-	46h04m	118	2
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SCIM)</i>	5	-	-	-	1h46m	-	-
Environnement et développement durable (ENVI)	32	1	10	-	48h10m	104	6
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SENV)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Finances (FINA)	49	29	11	-	113h26m	442	5
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SFIN)</i>	6	-	-	-	3h31m	-	-
Pêches et océans (FOPO)	24	-	-	-	30h38m	55	1
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SFOP)</i>	2	-	-	-	1h05m	-	-
Affaires étrangères et développement international (FAAE)	32	4	13	2	47h44m	104	5
<i>Sous-comité des droits internationaux de la personne (SDIR)</i>	43	27	6	-	40h21m	59	-
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SFAA)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gouvernementales et prévisions budgétaires (OGGO)	28	12	6	-	40h43m	92	7
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SOGG)</i>	1	-	-	-	0h25m	-	-

COMITÉS PERMANENTS ET SOUS-COMITÉS <sup>1</sup>	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS <sup>5</sup>
	TOTAL	TV <sup>2</sup>	VC <sup>3</sup>	EV <sup>4</sup>			
Santé (HESA)	38	4	14	-	68h27m	156	8
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SHES)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Ressources humaines, développement des compétences, développement social et condition des personnes handicapées (HUMA)	32	3	14	-	49h10m	147	6
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SHUM)</i>	3	-	-	-	0h44m	-	-
Industrie, sciences et technologie (INDU)	23	3	1	-	28h49m	102	2
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SIND)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Commerce international (CIIT)	28	1	10	-	43h09m	93	3
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SCII)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Justice et droits de la personne (JUST)	52	20	22	7	92h04m	280	13
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SJUS)</i>	4	-	-	-	1h03m	-	-
Défense nationale (NDDN)	37	3	5	7	60h03m	90	9
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SNDD)</i>	1	-	-	-	0h23m	-	-
Ressources naturelles (RNNR)	33	2	15	1	56h15m	130	4
Langues officielles (LANG)	27	5	5	1	44h32m	81	2
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SLAN)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Procédure et affaires de la Chambre (PROC)	52	22	7	1	83h44m	117	24
<i>Sous-comité des affaires émanant des députés (SMEM)</i>	5	-	-	-	0h55m	-	-
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SPRO)</i>	3	-	-	-	1h46m	-	-
<i>Sous-comité sur un code de conduite pour les députés (SCCC)</i>	7	-	1	1	8h30m	7	-
Comptes publics (PACP)	34	14	-	-	43h36m	82	14
Sécurité publique et nationale (SECU)	45	21	11	1	88h39m	165	7
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SSEC)</i>	-	-	-	-	-	-	-
Condition féminine (FEWO)	35	1	12	2	55h36m	97	2

COMITÉS PERMANENTS ET SOUS-COMITÉS <sup>1</sup>	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS <sup>5</sup>
	TOTAL	TV <sup>2</sup>	VC <sup>3</sup>	EV <sup>4</sup>			
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (SFEW)</i>	5	-	-	-	1h35m	-	-
Transports, infrastructure et collectivités (TRAN)	33	14	6	-	50h13m	120	4
<i>Sous-comité du programme et de la procédure (STRA)</i>	3	-	-	-	1h48m	-	-
Anciens combattants (ACVA)	24	-	-	2	36h59m	47	3
Liaison (LIAI)	2	-	-	-	1h48m	4	3
<i>Sous-comité des budgets de comité (SBLI)</i>	8	-	-	-	1h34m	-	-
<b>TOTAL COMITÉS PERMANENTS ET SOUS- COMITÉS</b>	<b>884</b>	<b>211</b>	<b>212</b>	<b>26</b>	<b>1 341h13m</b>	<b>3 109</b>	<b>153</b>

## SOMMAIRE DES ACTIVITÉS PAR COMITÉ (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015) (SUITE)

### COMITÉS MIXTES PERMANENTS

COMITÉS MIXTES PERMANENTS	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS <sup>5</sup>
	TOTAL	TV <sup>2</sup>	VC <sup>3</sup>	EV <sup>4</sup>			
Bibliothèque du Parlement (BILI)	2	-	-	-	1h18m	2	-
Examen de la réglementation (REGS)	13	-	-	-	25h00m	-	2
<b>TOTAL COMITÉS MIXTES PERMANENTS</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>26h18m</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

### TOUS LES COMITÉS

TOUS LES COMITÉS	NOMBRE DE RÉUNIONS				TOTAL HEURES DE RÉUNIONS	NOMBRE DE TÉMOINS	NOMBRE DE RAPPORTS <sup>5</sup>
	TOTAL	TV <sup>2</sup>	VC <sup>3</sup>	EV <sup>4</sup>			
<b>TOTAL TOUS LES COMITÉS</b>	<b>899</b>	<b>211</b>	<b>212</b>	<b>26</b>	<b>1 367h31m</b>	<b>3 111</b>	<b>155</b>

<sup>1</sup> En pratique, la majorité des comités établissent un sous-comité du programme et de la procédure, appelé communément « comité directeur », afin de les aider à planifier leurs travaux. La création de sous-comités vise habituellement à soulager les comités parlementaires de tâches de planification et d'administration ou encore à leur confier des questions d'importance relevant de leur mandat.

<sup>2</sup> Nombre de séances télévisées.

<sup>3</sup> Nombre de séances avec vidéoconférence.

<sup>4</sup> Nombre de séances enregistrées par vidéo par des membres de la Tribune de la presse parlementaire canadienne.

<sup>5</sup> Les sous-comités ne sont pas habilités à faire rapport à la Chambre. Ils font plutôt rapport à leur comité permanent respectif.

## SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

### COMITÉS PERMANENTS

NOM DU COMITÉ	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	DÉPLACEMENTS	TOTAL <sup>2</sup>
Affaires autochtones et développement du Grand Nord (AANO)	14 255	-	2 481	57 636	74 372
Accès à l'information, protection des renseignements personnels et éthique (ETHI)	12 648	2 442	4 616	-	19 707
Agriculture et agroalimentaire (AGRI)	8 886	18 849	7 323	-	35 058
Patrimoine canadien (CHPC)	22 052	4 427	3 652	-	30 131
Citoyenneté et immigration (CIMM)	31 427	4 001	1 546	-	36 974
Environnement et développement durable (ENVI)	9 789	7 480	1 893	-	19 163
Finances (FINA)	68 471	7 851	14 959	-	91 281
Pêches et océans (FOPO)	14 370	-	2 068	-	16 438
Affaires étrangères et développement international (FAAE)	27 072	11 897	13 099	-	52 067
Opérations gouvernementales et prévisions budgétaires (OGGO)	9 038	5 065	1 461	-	15 563
Santé (HESA)	17 918	8 585	5 945	-	32 449
Ressources humaines, développement des compétences, développement social et condition des personnes handicapées (HUMA)	30 706	7 137	4 392	-	42 236
Industrie, sciences et technologie (INDU)	7 565	756	4 542	-	12 863
Commerce international (CIIT)	11 099	6 521	6 602	-	24 222
Justice et droits de la personne (JUST)	64 646	16 719	10 182	-	91 547
Défense nationale (NDDN)	8 617	953	5 245	-	14 815
Ressources naturelles (RNNR)	12 327	14 970	3 019	-	30 316
Langues officielles (LANG)	15 517	962	3 520	-	19 999
Procédure et affaires de la Chambre (PROC)	22 340	3 693	15 736	-	41 769
Comptes publics (PACP)	-	-	2 132	-	2 132
Sécurité publique et nationale (SECU)	37 951	5 615	8 337	-	51 903
Condition féminine (FEWO)	14 418	8 647	6 415	-	29 480
Transports, infrastructure et collectivités (TRAN)	11 748	5 165	4 365	-	21 278
Anciens combattants (ACVA)	25 185	-	2 318	-	27 504
Liaison (LIAI)	-	-	834	-	834
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>498 047</b>	<b>141 735</b>	<b>136 682</b>	<b>57 636</b>	<b>834 099</b>

## SOMMAIRE DES DÉPENSES DES COMITÉS (1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015) (SUITE)

### COMITÉS MIXTES PERMANENTS

NOM DU COMITÉ	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	DÉPLACEMENTS	TOTAL <sup>2</sup>
Bibliothèque du Parlement (BILI)	-	-	447	-	447
Examen de la réglementation (REGS)	-	-	5 554	-	5 554
<b>TOTAL<sup>2</sup></b>	-	-	<b>6 001</b>	-	<b>6 001</b>

### TOUS LES COMITÉS

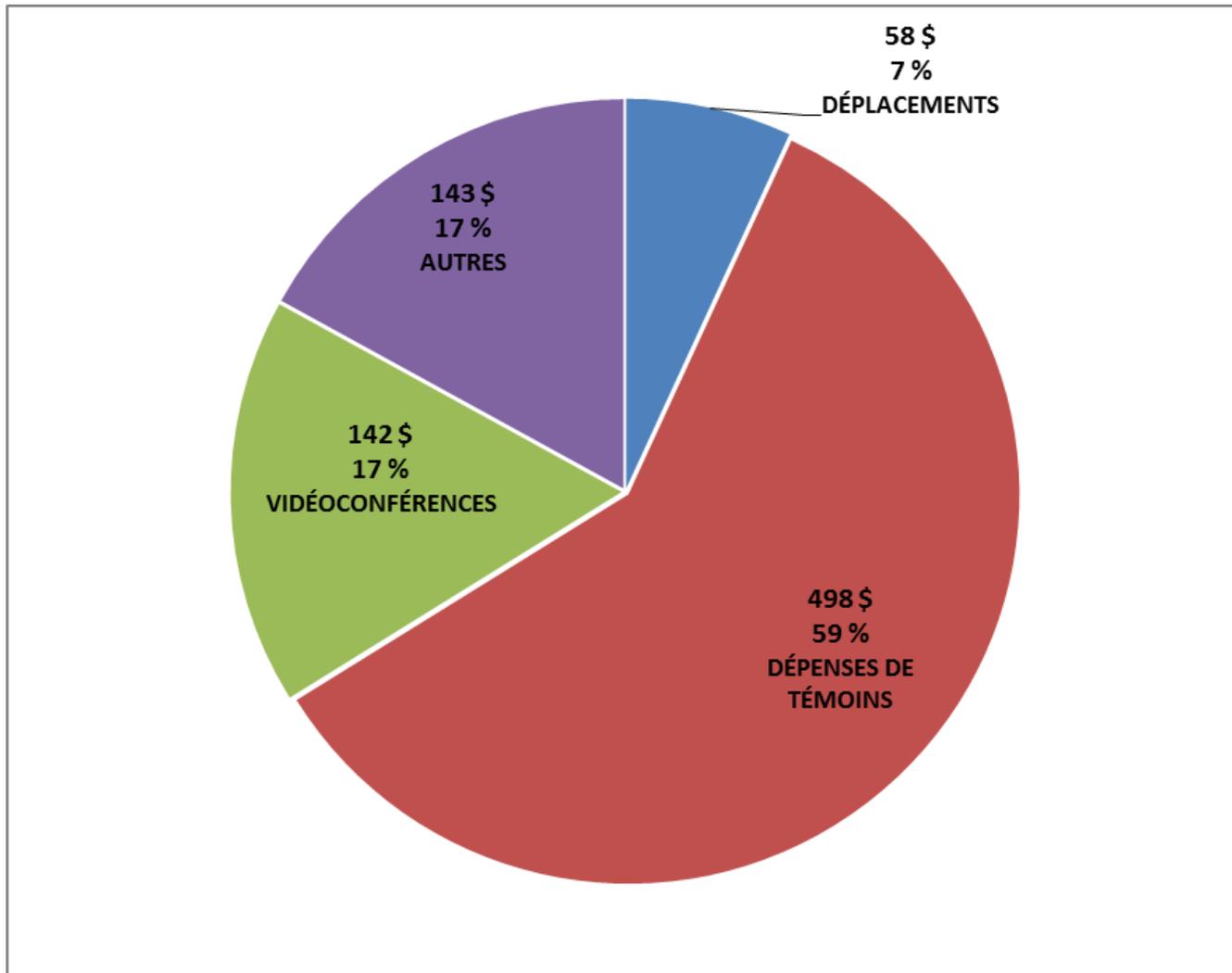
TOUS LES COMITÉS	DÉPENSES DE TÉMOINS	VIDÉO CONFÉRENCE	AUTRES <sup>1</sup>	DÉPLACEMENTS	TOTAL <sup>2</sup>
<b>GRAND TOTAL<sup>2</sup></b>	<b>498 047</b>	<b>141 735</b>	<b>142 682</b>	<b>57 636</b>	<b>840 100</b>

<sup>1</sup> « Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

<sup>2</sup> Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

**SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS**  
(1<sup>er</sup> avril 2014 au 31 mars 2015)

**TABLEAU 1 – SOMMAIRE DES DÉPENSES DE COMITÉS POUR TOUS LES TYPES DE COMITÉS**  
(en milliers de dollars)



« Autres » (études/activités) inclut les dépenses pour les repas de travail, les rapports, les services professionnels, l'équipement audiovisuel et des dépenses accessoires mineures.

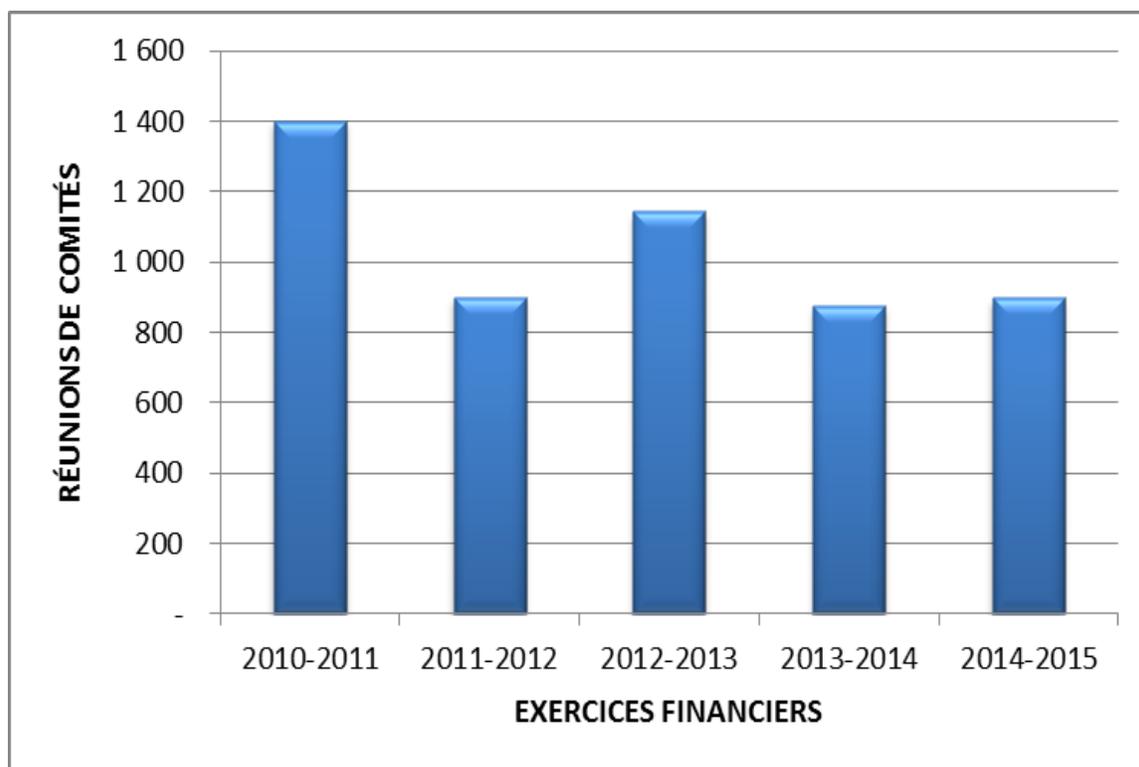
## SOMMAIRE DES ACTIVITÉS ET DÉPENSES DES COMITÉS POUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES FINANCIERS

Les tableaux ci-après font état du nombre de réunions et des dépenses des divers types de comités au cours des cinq dernières années. Il est à noter que toutes les dépenses des sous-comités ont été amalgamées à celles des comités permanents concernés.

### RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TYPE	NOMBRE DE RÉUNIONS				
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Permanents	1 358	885	1 134	859	899
Legislatifs	20	15	-	-	-
Spécial	22	-	10	18	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 400</b>	<b>900</b>	<b>1 144</b>	<b>877</b>	<b>899</b>

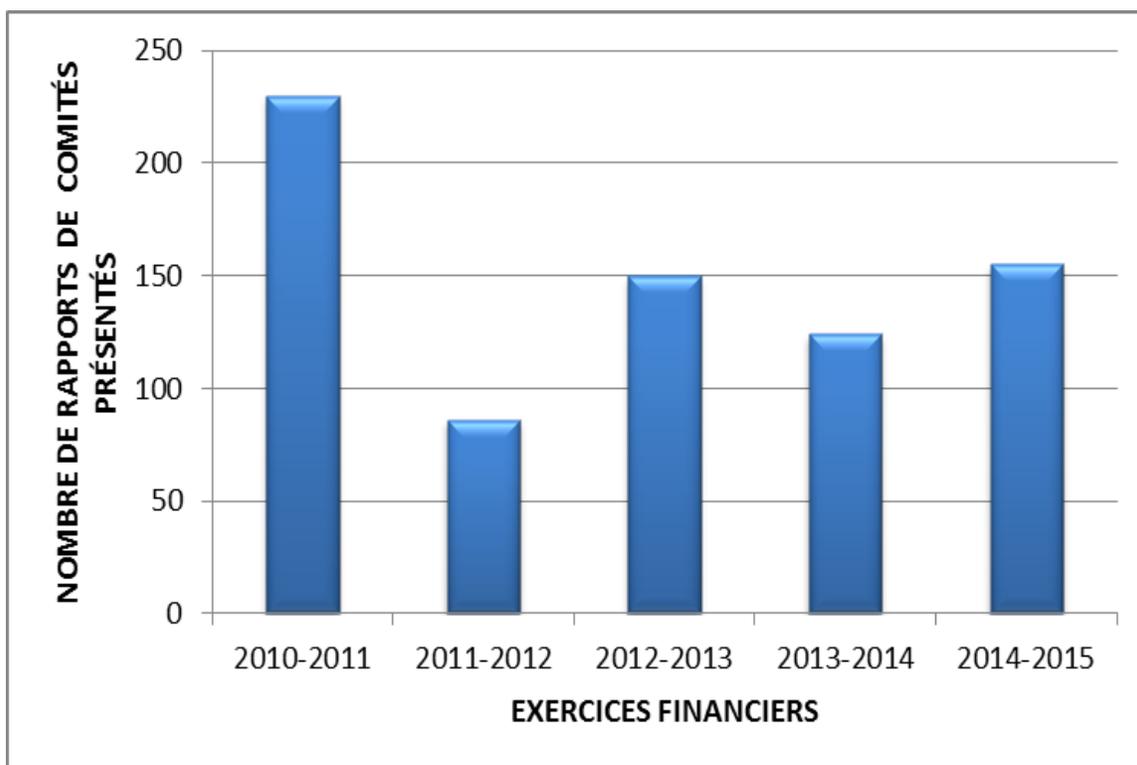
TABLEAU 2 – COMPARAISON DU NOMBRE DE RÉUNIONS DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES



## RAPPORTS DE COMITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TYPE	NOMBRE DE RAPPORTS				
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Permanents	227	84	149	123	155
Legislatifs	-	2	-	-	-
Spécial	3	-	1	1	-
<b>TOTAL</b>	<b>230</b>	<b>86</b>	<b>150</b>	<b>124</b>	<b>155</b>

**TABLEAU 3 – COMPARAISON DU NOMBRE DE RAPPORTS DE COMITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**



## RÉUNIONS DES COMITÉS PAR TYPE D'ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

\* Les tableaux suivants incluent tous les types de comités. Les réunions durant lesquelles plus d'un ordre de renvoi a été étudié ont été comptées à titre de réunion pour chaque type d'ordre de renvoi. Il est donc possible que le nombre total de réunions par ordre de renvoi soit supérieur au nombre total de réunions qui ont eu lieu.

TYPE D'ORDRE DE RENVOI	NOMBRE DE RÉUNIONS PAR TYPE					POURCENTAGE DE RÉUNIONS PAR TYPE				
	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15
Ordre de renvoi – Chambre	36	36	28	57	53	1,9	3,0	1,8	4,8	5,6
Article du Règlement 108 (2), (3) et (4)	838	526	706	435	505	42,9	43,2	44,7	36,6	41,5
Rapports et états	25	5	23	35	6	1,3	0,4	1,5	2,9	0,5
Budget des dépenses	51	53	60	61	44	2,6	4,3	3,8	5,1	3,5
Nominations par décret	6	3	3	3	8	0,3	0,2	0,2	0,3	0,8
Législation	258	78	174	115	175	13,2	6,4	11,0	9,7	16,5
Consultations prébudgétaires	16	21	14	9	14	0,8	1,7	0,9	0,8	1,7
Questions inscrites au Feuilleton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réponses aux pétitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travaux du comité	692	462	527	408	353	35,4	37,9	33,3	34,3	28,9
Élection de présidents	32	35	46	66	13	1,6	2,9	2,9	5,6	1,2
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL*</b>	<b>1 954</b>	<b>1 219</b>	<b>1 581</b>	<b>1,189</b>	<b>1 171</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

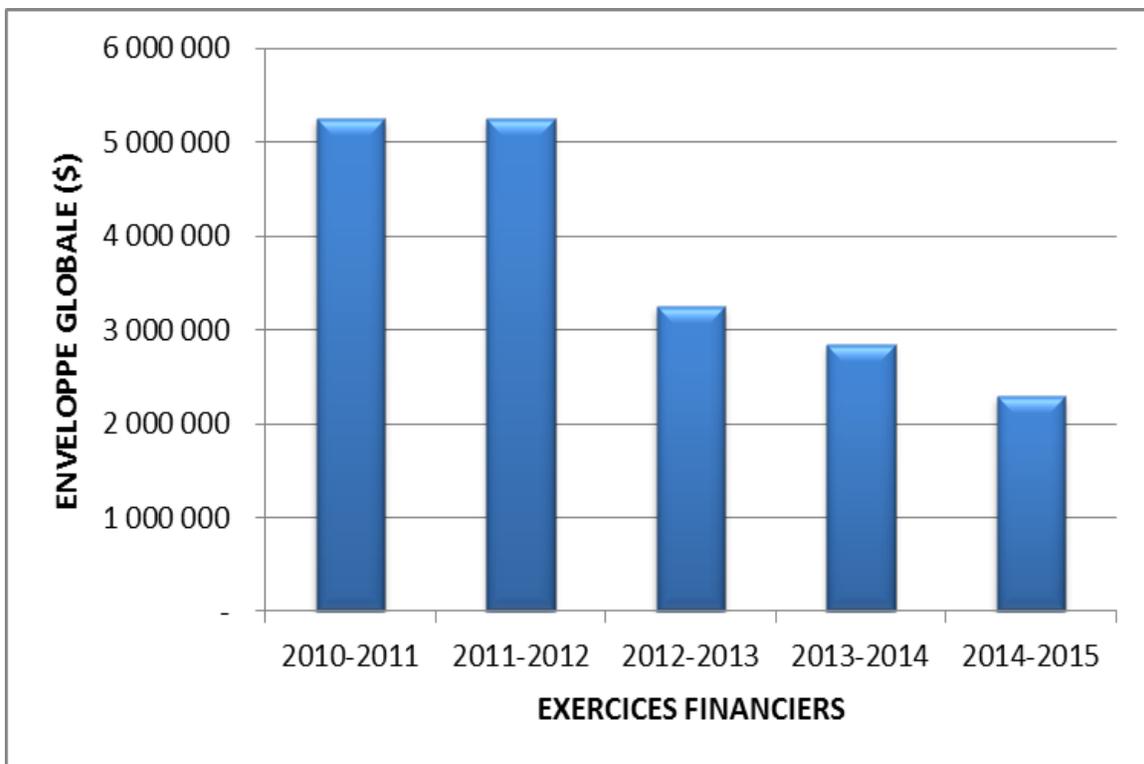
## RAPPORTS DE COMITÉ PAR TYPE D'ORDRE DE RENVOI AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TYPE D'ORDRE DE RENVOI	NOMBRE DE RAPPORTS PAR TYPE					POURCENTAGE DE RAPPORTS PAR TYPE				
	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15
Ordre de renvoi – Chambre	7	1	5	4	10	3,0	1,2	3,3	3,2	15,2
Article du règlement 108 (2), (3) et (4)	107	22	52	34	46	46,5	24,7	34,7	27,4	26,1
Rapports et états	2	1	7	9	2	0,9	1,2	4,7	7,3	0,9
Budget des dépenses	29	27	32	27	36	12,6	31,8	21,3	21,8	15,8
Nominations par décret	3	2	2	3	8	1,3	2,4	1,3	2,4	4,4
Législation	66	19	38	32	43	28,7	22,4	25,3	25,8	25,4
Consultations prébudgétaires	1	2	1	1	1	0,4	2,4	0,7	0,8	0,6
Questions inscrites au Feuilleton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réponses aux pétitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travaux du comité	3	1	1	3	3	1,3	1,2	0,7	2,4	0,9
Sélection des membres des comités	12	11	11	11	6	5,2	12,9	8,0	8,9	10,7
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL*</b>	<b>230</b>	<b>86</b>	<b>150</b>	<b>124</b>	<b>155</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

## ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

ENVELOPPE GLOBALE (\$)					
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Financement de base	5 000 000	5 000 000	3 000 000	2 600 000	2 050 000
Services de consultation électronique et de spécialistes	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
<b>TOTAL</b>	<b>5 250 000</b>	<b>5 250 000</b>	<b>3 250 000</b>	<b>2 850 000</b>	<b>2 300 000</b>

**TABEAU 4 – COMPARAISON DE L'ENVELOPPE GLOBALE DES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

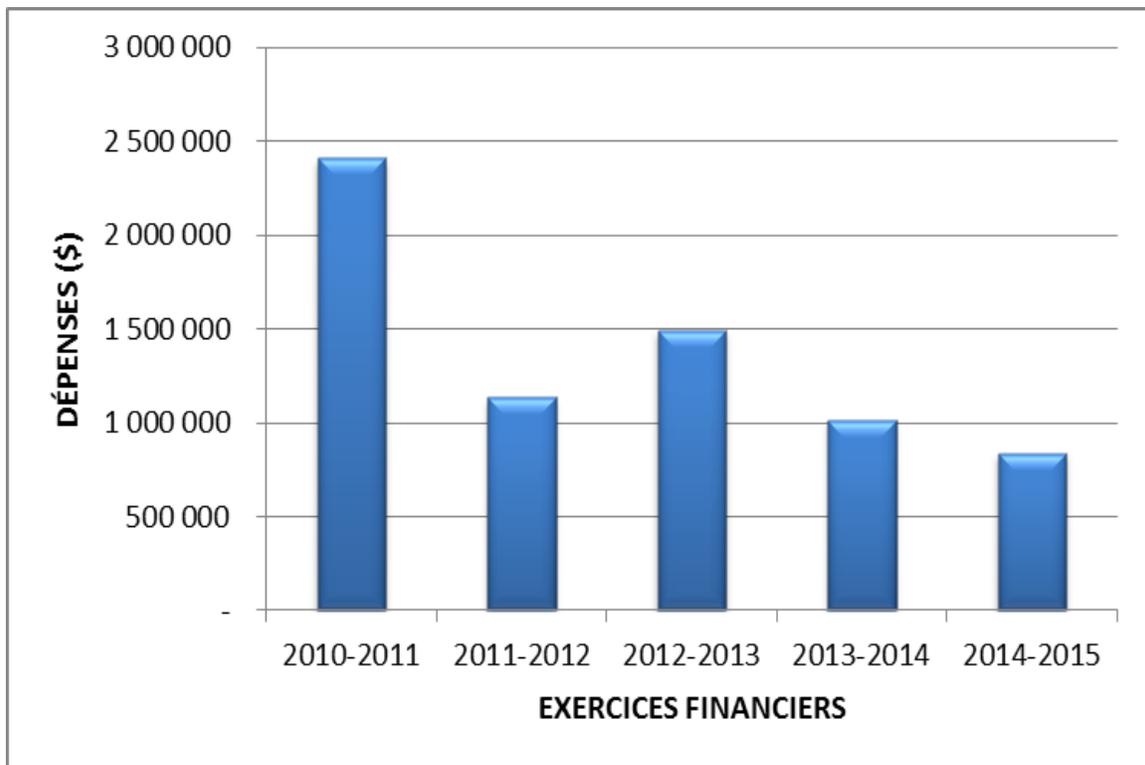


## DÉPENSES DE TOUS LES TYPES DE COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

TYPE	DÉPENSES (\$)				
	2010–2011	2011–2012	2012–2013	2013–2014	2014-2015
Permanents	2 216 340	1 105 575	1 450 039	995 263	840 100
Législatifs	41 183	30 333	6 661	-	-
Spécial	153 179	-	36 886	20 341	-
<b>TOTAL*</b>	<b>2 410 701</b>	<b>1 135 908</b>	<b>1 493 586</b>	<b>1 015 604</b>	<b>840 100</b>

\* Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondissements.

**TABLEAU 5 – COMPARAISON DES DÉPENSES DE TOUS LES COMITÉS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**



Un exemplaire du procès-verbal pertinent (réunion n° 5) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,

Dean Allison